

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 19 NOVEMBRE

N° 308 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

* *

Voir p. 9

«L'affiche rouge»
de Frank Cassenti

Une insulte à
la Résistance !

LA «MAJORI- TÉ» EN MIETTES...

Les députés UDR font une ovation à Chirac, fraîchement réélu, au moment où il fait une entrée théâtrale au parlement ; des centristes et des républicains indépendants suivent le mouvement. Mais Dominati, et d'autres RI, restent ostensiblement assis ; ainsi font, UDR ou non, les ministres présents à l'assemblée.

Apprenant la nomination par Barre et Giscard de d'Ornano comme candidat officiel à la mairie de Paris, le groupe UDR de l'Hôtel de Ville la refuse par la voix de son président Pierre Bas ; le groupe UDR de l'assemblée nationale se range sur la même position. Et, à Toulon, Simon-Lorière, député UDR, décide de se présenter aux municipales contre le maire (RI) de la ville.

Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, prend publiquement le contre-pied de Ponia-towski, ministre républicain indépendant, bras droit de Giscard, qui proposait un rassemblement de tous les partis non UDR de la «majorité présidentielle».

Chirac choisit le journal «Elle» pour s'en prendre de plus en plus ouvertement à Giscard : «J'ai observé, lorsque j'étais au gouvernement, que, quelles que soient les décisions du président de la république sur le plan de la coordination, les ministres, représentant par ailleurs des partis politiques, avaient très peu le sens de la solidarité, et le président n'avait pas encouragé — c'est un euphémisme — ses ministres à vouloir accepter une action coordonnée. D'autre part, j'avais un certain nombre d'idées sur la façon de conduire les affaires politiques, économiques, que je n'avais pas la possibilité de mettre en œuvre.»

suite p. 3

Menaces contre la sécurité ...
les textes de Ponia-towski
devant la commission des lois

LA LEGALISATION DES OPERATIONS COUP DE POING



Les jeunes, travailleurs ou au chômage, particulièrement visés par les contrôles policiers

La commission des lois de l'Assemblée Nationale commençait hier la discussion des textes de lois relatifs à la «sécurité» adoptés en Conseil des Ministres, visant à accroître les possibilités légales de la police, de contrôle d'identité et notamment à légaliser les opérations «coup de poing» qui sont pour le moment illégales.

Ces textes scélérats ont provoqué l'indignation, des protestations nombreuses sont venues des rangs mêmes des juristes. Ceci a

obligé le pouvoir à rectifier son tir. Hier, Guichard a retiré les deux textes relatifs à l'extension de la notion d'association de malfaiteurs, et à la mise à l'écart du juge d'application des peines. Il a également modifié le projet de loi autorisant n'importe quel flic à opérer des fouilles de véhicules. C'est donc un certain recul du pouvoir, contraint devant l'opposition suscitée par ses projets de les édulcorer. Mais c'est seulement tactique, le pouvoir va procéder au coup par coup, nul doute qu'il reviendra à la charge plus tard. Dans l'immédiat, il tentera de faire passer ces

premières mesures pour tester les réactions.

Il espère ainsi désarmer les protestations. Mais même modifiés, les textes soumis au Parlement demeurent graves et dangereux contre les libertés démocratiques. Ils permettent à la police de contrôler légalement les identités. Ils permettent également aux officiers de police judiciaire de fouiller les véhicules. Quant au projet sur la répression du port d'armes permettant de condamner les porteurs d'éléments d'armes ou de munitions, il est maintenu.

BUDGET DE L'INTERIEUR :
16% D'AUGMENTATION
POUR LA POLICE

Voir p. 6

BUDGET DE
«L'OUTRE-MER» :
DE L'ARGENT CONTRE
LES PEUPLES DES COLONIES

Voir p. 8

● **Caisses d'Épargne parisienne :**
Pour la première fois le patron accepte aujourd'hui une «rencontre».
Dans quelques jours, journée Nationale d'action.

Voir p. 5

LES PECHEURS
BRETONS FACE AU
PILLAGE MARITIME
DES SOVIÉTIQUES

Demain dans le Quotidien
l'enquête d'Eric BREHAT

Déficit
du commerce
extérieur

LE FRANC
EN BAISSSE

Voir p. 4

Réunion secrète de l'OTAN

La stratégie
nucléaire et
la domination
de l'Europe

Hier, s'achevait une réunion secrète de deux jours des ministres de la guerre de l'OTAN. C'est le ministre américain qui a donné le ton de la réunion du groupe de planification nucléaire. Cette réunion a pour but de mettre au point la doctrine atlantique de l'utilisation des armes nucléaires en cas de guerre, en Europe. Jusqu'à présent, les États Unis avaient développé la doctrine de la riposte graduée qui supposait que les armes nucléaires seraient utilisées en dernier recours.

Voir p. 12

Propos mensongers
de Moshe Dayan sur l'A 2

L'agression
israélienne
se poursuit contre
le Sud-Liban

«Nous ne permettrons pas que la Résistance Palestinienne soit enchaînée politiquement, ni militairement» déclare Abou Ayad.

Voir p. 12

INTERVIEW

EQUATEUR : LE REFORMISME SANS FARD 4

L'OPPOSITION SYNDICALE OUVRIERE ET PAYSANNE

INTERVIEW D'UN REPRÉSENTANT DE LA F.E.N.O.C.
(Fédération Equatorienne d'Organisations paysannes)
appartenant à la CEDOC
(Centrale Equatorienne d'Organisations de classe)

—Le Quotidien du Peuple : Peux-tu expliquer brièvement quelle est la situation syndicale en Equateur aujourd'hui ?

—FENOC : Aujourd'hui, il y a trois centrales syndicales : la CEDOC (Centrale Equatorienne d'Organisations de Classes), la CTE (Centrale des Travailleurs Equatoriens) —aujourd'hui contrôlée par les révisionnistes— et la CEOSL (Syndicats Libres). Depuis que la direction démocrate-chrétienne de la CEDOC a été balayée, un processus d'unité entre les trois centrales a été engagé ; il a connu un grand essor à partir de la grève nationale du 13 novembre 1975.

—QdP : Quels sont les antécédents de la CEDOC ?

—FENOC : La CEDOC est née en 1938, comme un appendice de l'Eglise, et elle était particulièrement liée à l'oligarchie terrienne. Mais, dans les années 1960, l'influence de la CIA sur la CEDOC se fait plus forte, à travers en particulier la présidente de la CEDOC, Isabel Mobarino. Celle-ci utilise la CEDOC comme un bastion pour la lutte anti-communiste, contre toutes les influences de gauche qui s'y manifestent, contre les aspirations des masses. Car à partir de 1964, il y a un réveil des luttes paysan-

nes, et un grand mouvement d'occupation des terres, assez spontané, mais qui entre en contradiction avec la direction de la CEDOC. Au cours de cette période, le poids du passé religieux se révèle trop fort pour que la CEDOC soit un instrument efficace pour l'impérialisme américain, qui crée alors parallèlement la CEOSL. La CEDOC est alors étroitement dépendante de la Démocratie Chrétienne internationale, particulièrement allemande ; mais le noyau dirigeant lié à la CIA (Isabel Mobarino et Jorge Quisana) reste le même ; il vit toujours, lié aux partis les plus conservateurs de l'Equateur et sa ligne reste foncièrement anti-communiste. A partir de 1970, la direction de la CEDOC est sous l'influence marquée de la CLAT (Centrale Latino-Américaine de Travailleurs), organisation de collaboration de classe.

Ce cadre permet de comprendre les obstacles qu'il a fallu vaincre pour balayer cette direction pourrie et imposer une autre ligne.

—QdP : A travers quelles luttes les paysans, les bases de la CEDOC ont réussi à éliminer le groupe Mobarino-Quisana ?

—FENOC : Je parle surtout pour les paysans. C'est la lutte des masses

L'histoire de la CEDOC est l'histoire d'une lutte réussie contre un certain type de bureaucratie syndicale, liée par l'intermédiaire de la CLAT (Centrale Latino-Américaine des Travailleurs) à la Démocratie Chrétienne Allemande et à la CIA. En 1975, cette direction était balayée par une opposition syndicale devenue majoritaire et reprenant les aspirations de la lutte de la classe ouvrière et de la paysannerie. Faire sauter cet obstacle a été un pas décisif qui a permis d'élever le niveau des luttes et la conscience politique. Mais sur le chemin de la lutte de classe, d'autres embûches peuvent surgir. Si certaines contradictions sont dépassées, les classes exploitées trouvent aujourd'hui un allié précieux dans le révisionnisme.

pour la récupération des terres qui a permis cette victoire. Au cours des mouvements «pour la



le résultat d'une longue lutte menée à la base, dans la paysannerie, et surtout dans la classe ouvrière. La rupture entre les positions conciliatrices, pourries, de l'ancienne direction de la CEDOC et la tendance révolutionnaire s'est consommée sur la question de la récupération des richesses nationales.

Dès que la rupture est claire, et que l'ancienne direction est éliminée, elle scissionne et continue à se réclamer de la CEDOC. En mars 76, par exemple, elle essaie d'acheter certains cadres intermédiaires, mais peine perdue...

mocrate-chrétienne de la CEDOC a-t-elle réussi à se maintenir jusqu'en 1975 ?

—FENOC : Il y a toute une série de manœuvres. Quand la direction s'aperçoit de la montée de la mobilisation et de l'opposition, la CLAT qui finance les organismes de solidarité des syndicats prétend les transformer en organismes de services. Tel est le cas de l'INEFOS (Institut National Equatorien de Formation Sociale) et de l'INEDOS (Institut d'Etudes Sociales). Dans un deuxième temps, pour faire pression, elle boycotte complètement le finance-

—QdP : Quel est aujourd'hui le programme de la CEDOC et ses objectifs ?

—FENOC : Pour nous, il s'agit d'œuvrer à l'unité des centrales syndicales, CEDOC, CTE et CEOSL, mais pas sur n'importe quelles bases ! L'autre tâche prioritaire est le renforcement du CUT, coordination en vue de la Centrale Unique des Travailleurs. La CEDOC se prononce pour le socialisme. Voici quelques points de son programme immédiat :

* Réforme agraire intégrale,

* nationalisation du pétrole, du commerce extérieur et des transports. Pour nous, cela veut dire nationalisation sans indemnisation,

* hausse générale des salaires (3 000 sucres minimum),

* abrogation des décrets anti-ouvriers et anti-grèves.

D'autre part, la CEDOC est un instrument précieux pour réaliser l'unité populaire, l'unité ouvriers-paysans. Récemment cette unité s'est réalisée à Quito, chez Plywood, et la lutte s'est terminée par une victoire.

RECUEILLI PAR
HELENE VARJAC

Une lettre de l'ambassadeur des USA

Lettre envoyée par l'ambassadeur des Etats Unis en Equateur, pour faire pression sur le directeur de la CEPE («Corporation étatisée du pétrole équatorien»), le 19 juillet

Cher Colonel Pineiros

Nous avons appris récemment par Oceanic Contractors que la CEPE avait déclaré clos le concours d'offres pour la construction du terminal maritime d'Esmeraldas. D'après ce que nous savons, Oceanic Contractors, l'entreprise la plus expérimentée au monde en matière de construction d'installations «off shore» a présenté une offre avantageuse il y a huit mois.

Oceanic a désiré souvent traiter avec CEPE au sujet de projets à bas prix pour cet objectif, des projets qui prendraient en considération l'extrême urgence du projet. L'ambassade sait également qu'Oceanic a offert de présenter un plan de financement de remplacement pour la totalité des installations, ou pour tout autre projet de remplacement. Compte tenu de l'achèvement imminent de la Raffinerie d'Esmerai-

76. Il y a moins d'un mois, résultats de ces pressions américaine, le colonel Pineiros, direction de la CEPE était démis de ses fonctions.

das de la capacité indiscutable d'Oceanic et de la possibilité de financement, l'Ambassade est préoccupée de voir que la participation du projet ait été rejetée.

L'ambassade est de toute évidence intéressée à la promotion et à la protection des intérêts commerciaux des Etats Unis en Equateur. Nous croyons que l'expérience d'Oceanic pourrait être d'une grande utilité pour la CEPE dans ce projet qui est de la plus haute importance nationale. L'ambassade apprécierait hautement une explication de la CEPE au sujet de la clôture du concours. Naturellement, l'ambassade est tout à fait disposée à aider la CEPE de quelque façon que ce soit pour assurer l'achèvement opportun du terminal maritime.

Avec ma considération etc...

Richard J. Bloomfield
Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique

terre, pour la liberté», les objectifs de la lutte se clarifient, et les dirigeants sont démasqués. D'autre part, à la base de la CEDOC, se développent des formes d'organisation plus souples, plus démocratiques que les autres structures du syndicat : les «associations» de paysans. Elles restent dans le cadre de la «légalité» de la CEDOC. Mais elles permettent de faire progresser beaucoup le niveau de conscience. En fait, la direction pourrie de la CEDOC laisse une certaine marge de manœuvre à ces associations car, ce qui l'intéresse surtout, c'est de contrôler les échelons intermédiaires du syndicat. C'est là qu'on place les bureaucrates à sa solde, souvent issus de la petite bourgeoisie et c'est par ce moyen qu'elle essaye de contrôler et de manipuler l'ensemble de l'appareil.

ment de ces instituts, elle dissout par exemple le CESU (Organisme de Services Urbains). Ensuite la CLAT va favoriser systématiquement la tendance scissionniste représentée par Mobarino et Quisana après leur élimination.

—QdP : Peux-tu expliquer plus précisément comment s'est faite cette élimination ?

—FENOC : en 1975, pour essayer d'asseoir sa position et de «nettoyer l'opposition syndicale», Quisana convoque la tenue illégale d'un Conseil National de la CEDOC, croyant avoir la majorité à la base. Il présente sa démission, en pensant par cette manœuvre avoir les mains plus libres ensuite. Mais la base accepte sa démission, il n'obtient que 8% des voix, tandis que la tendance révolutionnaire au sein de la CEDOC représentée par Emilio Velasco obtient 90% des mandats. Ces votes sont

—QdP : Par quels moyens cependant la direction dé-

LA "MAJORITE" EN MIETTES

Suite de la p. 1.

De nombreux députés laissent entendre que, s'ils devaient se présenter sous le label de Giscard, ils ne parviendraient pas à être réélus. Proriot lui-même, dit-on, candidat (du parti de Giscard) battu dimanche dernier en Haute-Loire, demande que le journal local supprime l'adjectif «présidentielle» après le mot de «majorité», qui sert à définir son appartenance politique.

PAS DE RASSEMBLEMENT GISCARDIEN

On le voit : au sein de sa propre «majorité», le président de la république se trouve plongé dans de graves difficultés. D'une part, après les élections partielles de dimanche dernier, Chirac se trouve en bonne position pour rassembler l'UDR dans une attitude de fronde à l'égard de Giscard. L'entreprise va au-delà : l'ancien premier ministre ne vise-t-il pas à rallier un certain nombre de personnalités centristes et RI à son projet ? Hypothèse rendue vraisemblable par le désarroi des formations «non UDR» de la majorité, qui ne parviennent pas à s'unir entre elles, et où l'allégeance à la personne de Giscard s'avère chaque jour plus fragile : l'opération «démocratie française» a fait long feu.

L'UDR CHIRAQUISEE

Si la «giscardisation» de l'UDR est ainsi en train de tourner court, c'est pourtant un parti bien changé qui s'apprête à se transformer le 5 décembre en rassemblement chiracien. Par son coup de force de décembre 1974, le député

de la Corrèze avait réussi à mettre en position de faiblesse les anciens «barons» du gaullisme, qui fondaient leur position sur le vieux thème de l'indépendance à l'égard des Etats-Unis. Aujourd'hui, ceux-ci, avec Guichard et Chaban-Delemas, ont à leur tour renoncé à cette position pour participer au gouvernement. La concession de quelques jours que vient de leur faire Giscard, en acceptant que la discussion sur le Fonds Monétaire International et le parlement européen n'ait lieu qu'après le 5 décembre, est, à cet égard, des plus mineures, et n'engage à rien sur le fonds.

DOUTES SUR LE PLAN BARRE

Cependant, Giscard continue à miser sur la réussite



du plan Barre, et affirme toujours la «priorité à la lutte contre l'inflation». «Nous soutiendrons le gouvernement dans sa lutte contre l'inflation», a également déclaré Guéna, secrétaire général de l'UDR, à l'émission «C'est-à-dire» : la bataille à l'intérieur de la «majorité» ne se porte donc pas sur la nécessité de l'offensive générale contre la classe ouvrière. Mais, en décidant de se démarquer du président de la république, Chirac, qui entend engager directement la lutte contre le parti socialiste, parie en fait sur l'échec de la politique actuelle, qui faisait de la réussite du plan de récession le préalable à l'enga-

gement de la bataille électorale.

Ainsi, contrairement à ce qui se passait encore en 1974, la manière de régler les contradictions avec la classe ouvrière s'est surajoutée aux questions de politique internationale dans les contradictions internes aux équipes bourgeoises au pouvoir. Leur déchirement actuel est une manifestation ouverte de faiblesse, que les travailleurs n'ont aucun intérêt à laisser passer, sous prétexte d'attendre sagement 78, comme on le leur pêche du côté de l'union de la gauche.

J.L.

CURIEUX SILENCE

Au cours d'un «déjeuner avec la presse», Marchais a déclaré qu'il fallait «porter au pouvoir une gauche équilibrée». L'Humanité de jeudi matin se fait naturellement l'écho de ces propos, qui traduisent l'inquiétude du parti révisionniste après le résultat des dernières élections partielles. Cependant, d'autres parties de la déclaration de Marchais s'y trouvent curieusement passées sous silence. Le reste de la presse n'indique-t-il pas que le secrétaire général du PCF a affirmé : «Les travailleurs français devraient faire en sorte de ne pas connaître une nouvelle fois les désillusions qui ont suivi les expériences de 1936, de 1945 et de 1956». Autant d'occasions où, étant allé aux élections dans une alliance avec le PCF, le parti socialiste s'est empressé, une fois celles-ci gagnées, de gouverner avec les partis

de droite classique. Il est, à l'Humanité, de ces points délicats qu'il vaut mieux passer sous silence devant les militants.

• Les négociations sont interrompues dans le Pas-de-Calais entre le PCF et le PS pour la préparation des élections municipales : «La fédération du Parti Socialiste regrette que le Parti Communiste revendique la direction de dix-sept municipalités administrées, souvent depuis très longtemps, par des élus socialistes». Le PCF demande au PS «de reconsidérer son refus de constituer des listes communes dans dix-huit communes, de renoncer aux exigences excessives dans quarante-cinq autres communes».

Budget de l'Education Nationale

Les silences de M. Haby

Lors de la discussion du Budget de l'Éducation Nationale, mercredi, Haby s'est félicité de la situation de son ministère, n'ayant de cesse de débiter des chiffres absolus visant à cacher, dans leur ombre, la situation réelle de certains secteurs de l'Éducation Nationale. Second budget de l'État avec 58 milliards de francs et un personnel administratif et enseignant de 945 000 agents - soit 83 % des dépenses budgétaires - et 13 millions d'élèves pour l'enseignement public et privé, en s'appuyant sur ces chiffres, Haby a cru bon de souligner combien l'éducation serait, aujourd'hui un des soucis du gouvernement, avec un budget en progression de 18,66 %. Toutefois, il s'est bien gardé de souligner l'aggravation des conditions de travail qu'implique une réforme dont l'application se fera à la rentrée scolaire prochaine.

Ainsi, la suppression des enseignements de soutien en 6^e, qui va unifier les deux filières de l'enseignement (la F1 pour ceux qui «suivent», la F2 pour ceux qui «traînent»), aura pour conséquence immédiate une surcharge des classes qui devront se répartir tous les élèves, sans que pour autant il soit prévu de création supplémentaire de postes d'enseignants. Les silences d'Haby sont encore plus

pesants lorsqu'il s'agit de sa politique à l'égard des maîtres auxiliaires. Haby n'a rien dit du suicide de Renée Boudouresque.

Au contraire : il s'est félicité de sa politique de titularisation des MA, affirmant que les 35 500 postes créés leur seraient prioritairement attribués. D'ici 1980, l'auxiliaire serait résorbé. Dans la pratique, la résorption de l'auxiliaire passe aujourd'hui, moins par la

titularisation, comme le prétend Haby, que par l'abandon forcé des MA de leurs fonctions, pour trouver des emplois d'une autre nature. Dans l'académie de Nice, il y avait, en 1975, 750 MA demandeurs d'un poste. Cette année, il n'y en a plus que 550. Les deux cents autres ont quitté la région, en quête d'un emploi autre que celui d'enseignant, ou bien, dans la majorité, attendent sur les listes de l'ANPE, de trouver n'importe quel travail.

LES M.A. SOUMIS AUX PRESSIONS

Ceux qui ont la chance d'avoir un poste ou un demi-poste (donc un demi-salaire de misère) ne seront pas pour autant titularisés. Agents «nommés à titre précaire, pour un an» et donc révocables à tout moment, comme le souligne une récente lettre du recteur de l'Académie de Nice, les MA sont aujourd'hui l'objet de pressions de toutes sor-

tes, visant à les rendre responsables de leur non-titularisation : on les pousse à se présenter aux concours d'État, alors que le nombre de postes y est réduit chaque année de plusieurs dizaines ; et il ne peuvent préparer réellement ces concours, devant dans le même temps, assurer quelques heures d'enseignement dans des lycées et collèges distants parfois de plusieurs centaines de kilomètres. De plus, ils seront maintenant notés par le directeur de leur établissement. Ils savent d'ores et déjà que ce directeur feront tout pour les noter en dessous de 14, afin de ne pas avoir à les titulariser. Les basses-manceuvres de l'Éducation Nationale ne figurent pas dans les sèches statistiques d'Haby. Mais ce qui est sûr, c'est que la résorption de l'auxiliaire ne signifiera jamais que l'augmentation des ex-MA inscrits comme demandeurs de n'importe quel emploi sur les listes de l'ANPE.

problemes du marxisme-leninisme

1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE RÉVOLUTION

La question de la croissance simultanée des facteurs de guerre et des facteurs de révolution pose une série de problèmes précis aux marxistes-léninistes pour définir complètement les tâches révolutionnaires de l'heure. Comment l'OC-GOP et Révolution ! envisagent-elles cette question ? Les thèses de l'OC-GOP adoptées lors de son dernier congrès indiquent nettement que pour cette organisation les puissances impérialistes n'envisagent de recourir à la guerre que si elles arrivent à infliger une défaite importante au mouvement révolutionnaire des peuples. On peut lire par exemple en ce qui concerne l'Europe : «L'Europe est un enjeu entre les deux superpuissances, mais on peut supposer qu'il n'est pas jouable à l'heure actuelle, qu'il ne le sera qu'après des affrontements indirects dans le Tiers-Monde, après la période des guerres civiles révolutionnaires, et si elles sont perdues». Révolution ! défend un point de vue similaire.

Un tel point de vue qui n'établit pas de lien dialectique entre la croissance respective des facteurs de guerre et des facteurs de révolution, semble presque calqué par analogie, avec la situation du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, qui s'est établi après les défaites du prolétariat allemand et espagnol et les reculs enregistrés par le front populaire en France. Ce point de vue n'est pas conforme au caractère spécifique de la situation mondiale aujourd'hui, et des crises qui sévissent dans les différents pays impérialistes, en particulier dans le nôtre.

Comment sont liés facteurs de guerre et facteurs de révolution ? L'exemple des pays capitalistes d'Europe du Sud, à laquelle appartient la France, fournit une bonne illustration de l'aiguïssement simultané de ces deux facteurs. La montée des luttes révolutionnaires dans ces pays accroît l'instabilité politique des bourgeoisies locales et rend possible l'accession au pouvoir de «gauchistes» y compris avec participation des révisionnistes. Cette instabilité aiguë particulièrement la rivalité entre les deux superpuissances, les USA s'efforçant d'obtenir le maximum de garantie sur le fait que leur leadership en Europe du Sud sera maintenu, tandis que l'URSS espère tirer profit de ces changements politiques pour obtenir de nouvelles concessions, s'ingérer dans les affaires intérieures de ces pays... En même temps, les deux superpuissances par leur pression sur ces pays pour obtenir des concessions ne font que renforcer l'instabilité politique des bourgeoisies de ces pays, et par les mêmes accroître les facteurs favorables à l'essor des luttes populaires.

Notre pays participe pleinement de cette situation : en même temps qu'on voit la bourgeoisie affaiblie se diviser sur le meilleur moyen d'imposer la crise aux travailleurs et d'instaurer un consensus social, on la voit aussi se diviser sur une série de questions internationales touchant aux pressions des USA sur l'Europe et la France, ces deux éléments convergeant pour former la crise politique de notre pays.

Au fur et à mesure que cette crise s'aggrave, que les facteurs de révolution se développeront, les facteurs de guerre ne régresseront pas mécaniquement. Au contraire, encouragé par l'instabilité grandissante de la région et par les faillites que cela constituera dans le système de domination US, le social-impérialisme soviétique n'hésitera pas à multiplier ses actes d'ingérence, ses tentatives d'infiltration. Quant à l'impérialisme US, confronté à la nécessité, vitale pour lui de préserver sa zone d'influence, il est prêt à recourir à tous les moyens pour conserver dans son camp l'enjeu stratégique que constitue l'Europe, y compris à recourir à une troisième guerre mondiale dans laquelle il tentera d'entraîner les peuples d'Europe.

C'est pourquoi envisager la stratégie impérialiste en deux étapes, comme le font l'OC-GOP et Révolution ! c'est-à-dire d'écraser d'abord la montée révolutionnaire des peuples, pour ensuite s'affronter dans une troisième guerre mondiale, ne prend pas en compte le lien intime qui lie facteurs de guerre et facteurs de révolution aujourd'hui, et la possibilité que les forces impérialistes tentent d'entraîner les peuples d'Europe, d'un côté ou de l'autre, dans le cadre d'un affrontement entre les deux superpuissances.

Que la guerre provoque la révolution, ou que la révolution conjure la guerre, la tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur.

(à suivre)

LUTTES OUVRIÈRES

4 ouvriers noyés dans la Saône

VICTIMES DE L'INONDATION ? NON, AU PROFIT !

Mercredi, quatre ouvriers ont été noyés dans la Saône, en amont de Belleville-sur-Saône. Ils travaillaient pour l'entreprise Morillon - Corvol-Courbon à l'aménagement de l'axe fluvial Rhin-Méditerranée. La barge sur laquelle ils opéraient s'est renversée, semble-t-il à la suite des fortes crues de la Saône. Or cela fait plusieurs jours que la Saône est en crue ! Joachim de Almeida, Jean-Luc Marque,

Berbard Adriot et Dayeb Dricci ont pourtant été envoyés au travail.

Le bâtiment est le secteur le plus touché par les «accidents» mortels. Et dans ce secteur, les travaux fluviaux ou hydrauliques sont les plus dangereux, comme en témoignent les soixante-dix ouvriers tués lors de la construction du barrage de Génissia, sur le Rhône. Là aussi, il n'y a pas de «fatalité» !

Le plan Barre et la répression navale

Les travailleurs des chantiers navals de la Ciotat sont très connus dans la région pour leur combativité incessante, comme ils l'ont massivement prouvé à Toulon le 7 octobre.

Depuis plusieurs jours ils ont multiplié les actions de débrayage, rassemblements et manifestations dans l'enceinte même des chantiers pour une grille des classifications juste et équitable. Contrainte de reculer, la direction a utilisé une «ficelle» archi-connue dans la lutte syndicale : refusant de négocier avec les syndicats CGT des métallos, très majoritaires, elle a accordé une augmentation d'environ 3 % du manœuvre à l'OP 1 après une entrevue avec FO. Quand on sait que les élections syndicales avaient lieu dans deux jours, on comprend tout.

A Marseille, licenciements à la FNEF-Electric-Flux et lock-out à la Stifa

Un jour de grève, mercredi 17, dans la chambre marine de l'entreprise Electric-Flux effectuant divers travaux sur les bateaux ; c'est le premier coup de semonce d'une série d'actions décidées à l'annonce de 25 licenciements soit 60 % du personnel.

Dans le même temps, une autre entreprise de la réparation navale, la Stifa, vient de lock-outer 14 travailleurs coupables d'après elle d'avoir déposé un cahier de revendications, dans lequel ils ont, entre autres revendications, osé exiger l'application des accords de la métallurgie. Après une journée de grève, la riposte s'organise !

Aux Avions Marcel Dassault, les millions se barrent... l'emploi aussi

L'usine Dassault d'Argenteuil : 280 emplois ont été supprimés dans la dernière période. Pourtant, pour l'année 75, les profits de la société se sont élevés à plus de 51 milliards d'anciens francs.

Pour M. Dassault, 800 millions, c'est une bagatelle ! Il avait même retiré sa plainte qu'il avait déposée contre son ex-homme de confiance. Les travailleurs de chez Dassault, ceux qui voient leur pouvoir d'achat diminuer sans cesse et qui aujourd'hui sont menacés de perdre leur emploi, dénoncent ces scandales.

Ex-Lip Ornans (SUPEMEC) les retombées du «plan Giraud»

Les licenciements s'effectuent à la société SUPEMEC (société qui racheta Lip-Ornans, fin 73) ; quatorze délégués font partie de la charette de 54 travailleurs jetés à la rue de l'usine de Juvisy. L'inspection du travail a refusé ces 14 licenciements.

On se souvient que ces messieurs de la CGT (à tous les niveaux de responsabilité) attaquaient furieusement les aventuriers de Palente qui refusaient le plan Giraud en 73. Où en sommes-nous aujourd'hui à l'usine ex-Lip d'Ornans, devenue SEPEMEC ?

A Léon Grosse : milices et CRS main dans la main

LES GRÉVISTES RIPOSTENT AUX PROVOCATIONS DU PATRON !

Les travailleurs avaient décidé en assemblée générale d'occuper alternativement afin de concentrer les forces sur deux chantiers : La Part Dieu et Tassin.

Ce matin à La Part Dieu, il y avait énormément de travailleurs au piquet de grève, environ 70 personnes, venues de Vienne, du dépôt, de Tassin, les travailleurs de la Part-Dieu, plus un soutien de syndicalistes CFDT de l'extérieur et d'autres...

Ce matin à 6 h 30, il y avait à l'intérieur du chantier trois personnes qui appartiennent à la milice privée. Elles ont été priées fermement de sortir pour qu'on puisse garder le chantier, afin que des éléments extérieurs n'y pénètrent pas... comme c'était des éléments extérieurs à l'entreprise, on les a fait partir.

Vers 7 h 30-8 h, on a vu arriver petit à petit les jaunes, les chefs, la milice qui était allée chercher du renfort. Le face à face a commencé. Vers 9 h 30, deux fourgons de flics sont arrivés, avec les renseignements généraux et commandants de CRS... Ils se sont mis en position pas très loin. A midi ils sont partis et à 15 h,

ils sont revenus avec trois cars et ils sont intervenus en entrant par derrière sur le chantier et ont fait évacuer les grévistes. La direction a alors pu faire

entrer les jaunes.

Les travailleurs se réunissaient en assemblée générale pour décider de la riposte.

Corr. Lyon

L'UNITÉ VUE PAR LA DIRECTION CGT

La presse était invitée à déjeuner par la direction confédérale CGT. Dans le cadre de cette «manifestation traditionnelle et amicale», plusieurs déclarations intéressantes étaient faites : Krasucki se félicitait de «l'évolution positive de la CFDT» tandis que Ségué estimait que «si la CFDT déclare qu'elle renie son héritage de 1920 à 1964, ce serait un grand événement». Il enchaînait avec l'habitude couplet anti-gauchiste : «Cette lutte (contre le «gauchisme») a amené la CGT à affûter ses arguments. Elle la conduit à perfectionner sa position unitaire». Il est vrai que depuis quelques temps, les hommes du P(C)F qui sévissent dans la CGT changent parfois d'attitude. Ils essaient d'avancer des arguments, de dépasser le stade des ragots ou des violences de caractère fasciste contre

les révolutionnaires, les syndicalistes combatifs. C'est la marque des difficultés qu'ils rencontrent, y compris dans leurs propres rangs pour faire passer leurs propositions et des échecs qu'ils subissent, y compris sur le terrain électoral. La perle de cet aimable déjeuner revenait à René Buhl avec cette déclaration d'une logique à toute épreuve à propos des contrats salariaux signés par la FEN et FO : «Nous ne demandons pas à la FEN ni à FO de renier leur signature. Nous ne renions pas notre non-signature. L'essentiel est de se mettre d'accord sur l'avenir». Voilà une conception pour le moins curieuse de l'unité ! D'autant qu'il s'agit là d'accords bidon signés par les jaunes de FO pour empêcher le développement des luttes.

ENTRAVES AU DROIT SYNDICAL

PATRONS CONDAMNÉS

Un PDG et deux directeurs d'entreprise ont été condamnés à des peines de prison avec sursis pour entraves à la liberté syndicale : pour avoir écarté un délégué CGT d'un emploi, le responsable de la société d'intérim ATEMA à St Nazaire devra verser quatre mille francs d'amende et est condamné à un mois de prison (avec sursis, bien sûr). Le PDG parisien jugé «civilement responsable» paiera deux mille francs à l'UL-CGT.

Le directeur de la Société Comptoir-Atlantique de St Nazaire également prend quinze jours et quatre mille francs d'amende pour avoir entravé la désignation de délégués.

Ce n'est pas souvent que les patrons sont condamnés de cette manière. Les faits qui leur sont reprochés doivent être d'une exceptionnelle gravité pour qu'un tribunal soit obligé de prendre ces décisions. Mais, pour trois condamnés, combien d'autres violent leurs propres lois en toute impunité ? A quand par exemple, la condamnation de Citroën ?

INFORMATIONS GÉNÉRALES

● Déficit du record du commerce extérieur ● Nouvelle baisse du franc

Les résultats du commerce extérieur pour le mois d'octobre viennent d'être

publiés. Le déficit atteint 4712 millions de francs lourds, ce qui porte le déficit

depuis le début de l'année à 15,4 milliards. Le plan Barre n'apporte pas pour l'instant de remède au déséquilibre du commerce extérieur puisque celui-ci continue de s'aggraver (en septembre le déficit était de 3354 millions).

dû au pétrole est donc une pure contre vérité.

La réalité c'est la faiblesse de l'impérialisme français dans la concurrence internationale. Pour redresser la balance commerciale la solution qui s'impose de plus en plus c'est la limitation des importations. Comment y parvenir ? Par le ralentissement de la production. La situation du commerce extérieur apparaît donc comme un facteur supplémentaire poussant à la récession et donc au chômage.

Comme le confirme la dernière étude de la Banque de France, l'économie française est bien engagée dans cette voie. La conclusion de cette étude l'indique en termes voilés : «Gardons nous de tout pessimisme excessif» !

Conséquence normale de ces résultats du commerce extérieur : le franc est en baisse sur toutes les places financières.

Poursuivi en justice pour l'opération contre le négociant Ramel

Le CRAV appelle à soutenir Michel Romain le 25

Michel Romain, responsable du Comité Régional d'Action Viticole (coordination des comités d'action viticoles du Languedoc) est poursuivi à propos de l'opération menée par des viticulteurs, il y a un an, dans les locaux du négociant-fraudeur Ramel, à Bourg-en-Bresse. Il sera «confronté» avec le sieur Ramel le 25 novembre, par le juge d'instruction.

L'opération des viticulteurs était la démonstration de leur colère contre le négociant, importateur de vins étrangers, ou même fabri-

quants de vins trafiqués. Les cuves vidées à l'occasion de l'opération chez Ramel avaient d'ailleurs laissé échapper un liquide visqueux pour le moins étrange.

Il y a un an, l'arrestation de certains viticulteurs, au retour de l'opération avait provoqué une riposte immédiate des viticulteurs, et en retour l'occupation militaro-policrière du Languedoc, et l'assassinat d'Emile Pouytes. Leur situation n'ayant fait qu'empirer depuis, les poursuites contre Michel Romain provoqueront certainement une colère importante.

Les importations ont augmenté (+2,8% en un mois) tandis que les exportations reculent (-2,5%). Le gouvernement invoque la sécheresse et les achats de pétrole pour expliquer la dégradation du commerce extérieur. Or sur les 15 milliards de déficit, 1 milliard seulement tient aux conséquences de la sécheresse.

Quant au pétrole les affirmations de la bourgeoisie sont scandaleuses : le gel des prix du pétrole depuis plus d'un an, alors que l'inflation mondiale se poursuit, se traduit par un allègement des dépenses des pays capitalistes. Laisser entendre comme le fait la bourgeoisie que le déficit est

LUTTES OUVRIÈRES

14 A 20 000 LICENCIEMENTS
DANS LA SIDÉRURGIE
LORRAINEFerry : «Un simple
dégraissage
d'effectifs»

Alors que depuis le début de la semaine, la manœuvre de 14 à 20 000 «suppressions d'emplois» est connue, Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie, ne vient-il pas de déclarer : «Il est prématuré de parler d'un plan, encore plus prématuré d'articuler des chiffres, d'inverser des mécanismes où sont abusivement mélangés les facteurs conjoncturels et les facteurs structurels.» pour ajouter par la suite que d'après lui, la sidérurgie «ne souffre d'aucun handicap structurel mais elle apparaît néanmoins provisoirement plus vulnérable». Situation résultant «du maintien d'effectifs notablement supérieurs à ceux qu'exigeait normalement une utilisation rationnelle de son outil de production». De qui se moque Jacques Ferry ? Alors que depuis près d'un an, les travailleurs du bassin de Longwy subissent l'aggravation des conditions de travail, les licenciements, les mutations arbitraires, de même que tous les autres travailleurs de la sidérurgie. D'après lui, puisque structurellement, il n'y a pas de

handicap, le remède c'est un simple «dégraissage» des effectifs. De qui se moque Ferry alors que c'était d'abord 10 000 puis 14 000 à 20 000 licenciements dont il est question ?

Après les études et les consultations en cours, cet objectif va-t-il être réévalué en hausse par la bourgeoisie ? Mais principalement ce qui apparaît, c'est qu'aucun chiffre n'est démenti, que les patrons de la sidérurgie auraient aimé garder au secret certaines décisions, pour essayer de les appliquer en douceur. Ces déclarations de Ferry, font aussi partie de l'attitude constante qui consiste successivement à souffler le chaud et le froid, à préparer l'application de son plan, usine par usine, essayant ainsi de diviser les travailleurs. Mais les sidérurgistes ont appris avec le plan Dherse, en 71, une certaine expérience de cette tactique de la bourgeoisie. Et les leçons des luttes qui se sont déroulées l'année passée, notamment contre le chômage partiel, à Neuves Maisons, à Hagondange,.... porteront leurs fruits !

SMN (Caen)

Le chômage partiel
officialisé

La réunion du comité d'entreprise convoquée par la direction une semaine avant la date prévue laissait présager des décisions graves de la part des patrons. De fait, au cours de cette réunion, il a été annoncé des mesures de chômage et ce, dès le début décembre, avec la semaine

de Noël au jour de l'an chomée. La direction a aussi fait savoir que le premier semestre 77 serait aussi touché par le chômage partiel. Des licenciements ne sont pas exclus.

La CGT et la CFDT ont appelé à un meeting, au moment où se tenait cette réunion. Ce meeting très combatif, d'environ 7 à 800 travailleurs a été suivi d'une manifestation elle-même très déterminée. Les travailleurs affirmaient leur volonté de ne pas en rester là. L'Internationale fut même entonnée en passant devant les grands bureaux où se tenait la réunion. Les semaines qui viennent doivent rallier un plus grand nombre de travailleurs et des mouvements de plus grande ampleur sont à prévoir. Les travailleurs de la SMN ne feront pas les frais de la restructuration dans la sidérurgie. Face au PCF, qui propose la nationalisation, les syndicalistes révolutionnaires feront avancer l'idée de ne pas attendre 78.

Cellule SMN du PCR

CAISSES D'ÉPARGNE PARISIENNE

Pour la première fois, la
direction accepte aujourd'hui
une «rencontre»

Dans quelques jours journée nationale d'action

«Jusqu'au bout ! Jusqu'à la victoire !» C'est par ce mot d'ordre que s'est terminée hier matin, l'assemblée générale suivie d'une immense ovation. C'est le 46^e jour de lutte pour les employés des Caisses d'Épargne parisiennes.

«L'argent, c'est le nerf de la guerre» disait-on hier. Une condition parmi d'autres de la victoire en fait mais qu'il ne faut pas négliger. De ce côté là, les choses vont de mieux en mieux : ce sont les employés de dizaines d'agences de par le pays, qui expriment une solidarité active désormais aux «écureuils» par l'envoi de sommes d'argent, certaines approchant le million !

Un tel soutien s'explique aisément car comme le diront plusieurs grévistes, hier, rue du Louvre «on représente un peu un exemple dans la période», celui en effet de 800 employés qui, les premiers et depuis 6 semaines, ont engagé une riposte directe et déterminée contre Barre et les premières applications de son plan dans la fonction publique.

Le télégramme des Caisses d'Épargne de Calais expliquait d'ailleurs ainsi son soutien «il faut que vous arrachiez la victoire, car ça sera une victoire pour tous les employés des Caisses d'Épargne».

La grève des «écureuils» suscite l'intérêt et l'espoir bien au delà du secteur public d'ailleurs : car, et c'est un fait nouveau, c'est dans plusieurs dizaines d'usines désormais de la métallurgie, de la chimie, de la sidérurgie notamment de la région parisienne, que les travailleurs avec leurs sections syndicales organisent ou

vont organiser dans les jours à venir, des collectes pour eux, conscients de plus en plus que les soutenir aujourd'hui, c'est engager un premier pas dans la lutte contre le plan Barre. Et hier, on était confiants : «Nous n'avons même pas entamé la moitié des sommes collectées. Nous pouvons tenir jusqu'à Noël». Cela nécessite que la répartition de l'argent continue à se faire vite, et régulièrement.

DE PARTOUT, UN SOUTIEN
QUI S'AMPLIFIE...

De partout, les «écureuils» reçoivent des télégrammes de soutien mais aussi le résultat de collectes financières. Hier sept mille francs sont arrivés de Bordeaux, trois mille de Toulouse, deux mille de la Banque de France (Paris), douze cent cinquante de Pau, huit cent cinquante d'Auxerre.

Dans plusieurs entreprises, des collectes sont prises en main : Chausson, Cisateau, Péchiney, Ugine Kuhlman, au Centre d'Études du Charbonnage de France, dans des filiales d'Usinor, Sacilor, chez St Gobain (Brétigny), etc et d'autres usines à Crépy-en-Valois. Le gala a rapporté 18 800 F.

PARISIEN LIBÉRÉ :
QUEL SOUTIEN AUX GRÉVISTES ?

Le torchon d'Amour jonchant le pavé de la rue Réaumur.

Les travailleurs du «Parisien Libéré» et leurs camarades de la presse parisienne sont en ce moment l'objet d'une intense répression juridique. Ils sont trainés devant les tribunaux sous l'accusation de «vol de journaux».

Ce qui leur est reproché en fait, c'est leur détermination, leur lutte courageuse qu'ils mènent depuis vingt mois contre les licenciements.

Pour faire face à cette répression, le bureau confédéral de la CGT lance un «appel à la solidarité». On

pourrait penser que c'est d'un appel à se mobiliser, engager l'action pour soutenir les grévistes qu'il s'agit. Et bien pas du tout ! L'appel à la solidarité, c'est pour une «souscription nationale». Pour payer de bons avocats aux accusés sans doute !

Pourtant, deux mille travailleurs sont venus soutenir cinq ouvriers du «Parisien» qui passaient mardi dernier devant le tribunal de Dippes toujours sous la même accusation. Les possibilités existent de développer un large mouvement contre la répression à cette occasion.

LA DIRECTION DIT
VOULOIR «NÉGOCIER» :
MAIS SUR QUOI ?

C'est dans ce contexte que la direction vient de faire savoir sa décision de déléguer plusieurs de ses membres pour discuter avec 5 représentants syndicaux.

C'est un fait positif : la direction accepte (ou fait semblant) ce que réclament les grévistes, alors que depuis un mois et demi, sa seule réponse a été l'intransigeance et le mépris. C'est un premier recul dû, il faut le souligner avec force, à ce combat intransigent mené depuis 6 semaines !

Toutela question, et elle est d'importance, est de savoir jusqu'où la direction va reculer et ce que cache sa proposition ! Certes, elle commence à faiblir : malgré sa tactique consistant à répartir le faible nombre de non grévistes dans un maximum

d'agences, pour faire croire à une reprise, seules une trentaine d'agences tournent, peu de rentrées se font. Le gouvernement Giscard a hâte que la grève finisse car de par sa longueur et sa combativité elle commence à devenir dangereuse. Mais pour cela va-t-il lâcher ?

A vrai dire, il est plus que probable que si quelque chose est lâché aujourd'hui, ce sera des miettes.

Un représentant de l'inter-syndicale disait hier «le personnel jugera des résultats». Oui, et nous ne laisserons pas amputé notre salaire de 35%, encore moins de 40% !

Et quand bien même la direction reculerait totalement elle ne le fera que si l'on conforte le rapport de force ! Dans ce sens, a été faite la proposition d'aller manifester chez Barre. Cette proposition n'a pas encore été reprise. Car «c'est ici que ça se passe».

Mais comme le diront plusieurs intervenants «ce n'est pas contradictoire» d'autant que «c'est Barre qui, demain, comme toujours, donnera les consignes». Une manifestation aujourd'hui, lors des discussions, montrant la ferme détermination des grévistes, ne serait-elle pas le meilleur garant que ces négociations aboutiront ? Toutefois est-il qu'il serait dangereux de faire un prince, dans les jours à venir, de cette «petite phrase» prononcée hier :

«Ca serait s'engager dans une impasse de faire cette manifestation alors que nous allons rencontrer la direction».

Adopter cette attitude, à quoi cela revient-il, sinon à se lier les mains ? Car ce qu'attend la direction, c'est bien sûr, que les travailleurs, noyés dans les négociations, oublient parallèlement de consolider le rapport de force ! Cela doit rester la tâche principale ; populariser encore plus largement la lutte, montrer son enjeu, en allant rendre visite aux travailleurs des usines et du secteur public comme cela a déjà commencé à se faire, en préparant activement les journées nationales d'action des Caisses d'Épargne les 21, 25 et 26 novembre, journées qui peuvent déboucher sur un mouvement national. Et c'est possible comme le soulignait un gréviste, «eux aussi, ils vont avoir à défendre leur statut». Les revendications sont communes. Quelques minutes avant la fin de l'assemblée générale, un délégué le dira : «il faut faire tout notre possible pour que les collègues et tous les autres travailleurs se mettent en lutte. Serrons nous les coudes et allons de l'avant ! Ne nous faisons pas d'illusions ! L'avenir ne se fera pas sans luttes» !

G.P.

Richard Feuillet

POLITIQUE

CRIME RACISTE IMPUNI

Acquitté pour avoir voulu tuer un immigré

Les jurés de la Cour d'Assises de l'Orne viennent d'acquitter Christian Duchemin, qui, le 4 mars dernier, déchargeait sa 22 long rifle sur un groupe d'Algériens, à Flers. Aujourd'hui, Boumediene Boufeldja — atteint de plusieurs balles à la moëlle épinière — paralytique à 29 ans pour le restant de ses jours, lutte contre la mort à l'hôpital. Duchemin avait crié «Je vais les flinguer» avant de commettre son crime raciste. L'avocat général, soulignant la préméditation, avait requis dix ans de réclusion criminelle à perpétuité. Duchemin plaide l'accident en développant les ignobles thèmes racistes, déjà entendus dans la «propagande» des terro-

ristes de l'OAS: «Les Algériens ont le couteau facile; des femmes craignent de sortir le soir...» Ces vieux thèmes des milieux fascistes de l'Algérie française ont convaincu les individus qui faisaient office de jurés à la Cour d'Assises de l'Orne: ils ont acquitté Duchemin, en lui demandant de verser 390 000 francs de dommages à M. Boufeldja, pour s'être «simplement» rendu «coupable d'imprudance en manipulant son arme sur la voie publique». Des patrons qui ne sont pas poursuivis quand ils maquillent les crimes du capital en «accidents du travail», des crimes racistes impunis, c'est l'image réelle de la justice à la «Déclaration Française».

Bergeron: il n'a pas fait de malheur

Sortant de sa rencontre avec Barre, Bergeron a annoncé qu'il le rencontrerait encore en décembre: les déclarations tonitruantes de la veille sur la «politique contractuelle» étaient apparemment oubliées. Ainsi, les deux compères ont trouvé, pensent-ils, le moyen de faire patienter un peu plus les travailleurs des entreprises publiques et nationalisées. Tous les discours et déclarations de Bergeron ne changeront cependant rien au fond de l'affaire: devant le blocage des salaires, le mécontentement monte.

● **Bob'neur chez Schlumberger.** Roland Muraille, 23 ans, vivant d'un maigre salaire sur lequel l'Etat opérerait chaque mois un prélèvement pour «éprouver un arriéré d'impôts», s'est suicidé en se jetant du 9^e étage du FJT d'Arcueil. La veille, n'ayant plus que 10 francs sur lui, il avait demandé une avance sur son salaire afin de pouvoir descendre dans le Chér voir ses parents. Avance que Schlumberger lui avait refusée. Il y a un mois, le directeur de cette entreprise précisait que, malgré la crise, «des profits sont plus que satisfaisants».

SALON DE L'AUTO 77 ANNULÉ: Face à la crise du secteur automobile et au faible retentissement commercial du Salon 76 — malgré les 900 000 visiteurs — les responsables du Salon de l'Automobile de Paris viennent de proposer les modalités de sa nouvelle tenue, tous les deux ans. Soit: 1978, pour le prochain salon. Ceux qui se frottent les mains, ce sont les Genevois, qui seront les seuls Européens à organiser un salon international en 1977.

Budget de l'intérieur 16 % d'augmentation pour la police

LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS «COUP DE POING»



Les policiers se plaignent: les salaires des gendarmes augmentent plus vite que les leurs, ils réclament donc l'indexation paritaire sur la gendarmerie. Pourtant à regarder le budget d'un peu plus près, il ne semble pas qu'ils soient particulièrement à plaindre.

Le poste rémunération du personnel actif de la police nationale augmente en effet de 16,2 % alors que le budget total augmente de 13 %. Les indemnités qui leur sont attribuées sont en augmentation encore plus

forte: 25 %. Il n'y a guère que le clergé d'Alsace Lorraine pour connaître une telle progression de ses rémunérations, son budget est en augmentation de 19,5 %. En effet, contrairement aux curés des autres régions, ceux d'Alsace Lorraine sont payés par l'Etat, certains et notamment leur chef Elchinger en savent gré à Poniowski en prêchant pour le respect total de l'ordre établi.

Par contre, les subventions attribuées aux collectivités locales connaissent

une stagnation, par exemple les subventions pour la voirie départementale et communale diminuent en chiffre absolu de 6,7 % c'est-à-dire bien plus si l'on tient compte de l'inflation.

Pour 77, les salaires des policiers seront donc en augmentation, peut être moindre que ceux des gendarmes, mais ils n'en feront pas moins le même type de besogne: contrôles d'identité, opérations coups de poing, expulsion de grévistes, quadrillage des quartiers populaires...

A la Maison des Jeunes et de la Culture théâtre des deux portes (20^e) 11^e MOIS DE LUTTE CONTRE LA FERMETURE

Dans le 20^e arrondissement, la Maison des Jeunes et de la Culture - Théâtre des Deux Portes (46, rue Louis Lumière) a pour vocation d'être un instrument «d'animation et d'éducation populaire». Elle est un lieu de diffusion culturelle répondant aux besoins des compagnies; jeunes théâtres, chanteurs, cinéma... et autres activités d'ateliers. Elle compte 2 700 adhérents et 24 000 scolaires chaque année.

La MJC, entre dans son onzième mois de lutte avec le soutien de tout le personnel, de ses adhérents, de la population du quartier, des associations locales et nationales et diverses organisations...

Le 18 décembre 1975, la Ville de Paris ordonnait par arrêté du Conseil de Paris, l'expulsion et la suppression de toute subvention à la MJC Théâtre des Deux Portes. Malgré cette délibération, l'Association décide de continuer ses activités.

En avril 1976, le Tribunal Administratif rejette la requête d'expulsion du Préfet de Paris en l'absence de «faute grave» ce qui donne les moyens à l'Association de poursuivre sa lutte:

Aujourd'hui, la Ville de Paris entame une double procédure: — devant le Conseil d'Etat afin de casser la décision du Tribunal Administratif et — à nouveau devant le Tribunal Administratif afin d'obtenir l'expulsion définitive de l'Association.

Néanmoins, cette bataille que mène le Conseil de Paris pour éliminer la MJC Théâtre des Deux Portes a pris depuis décembre 75, d'autres formes, plus sournoises:

- Tout d'abord: tentative d'asphyxie financière qui va dans la logique de la politique des gouvernements Pompidou et Giscard. Ensuite: suppression de toute subvention...

- Recherche de la «faute grave» qui lui permettrait de fermer définitivement la MJC Théâtre des Deux Portes: envoi systématique de commissions de sécurité incendie, hygiène...

Mais, tant pour les adhérents que pour les habitants du quartier de plus en plus nombreux, la bataille est politique. Si pendant longtemps, elle a été une querelle entre le Conseil de Paris à majorité UDR-RI, et le directeur et le personnel de la MJC, aujourd'hui, la lutte s'est élargie: les adhérents et un certain nombre d'habitants du quartier sont de plus en plus décidés à faire échec aux manœuvres du Conseil de Paris; car le problème est pour eux: conserver un lieu «d'animation et d'éducation populaire».

A cet égard, la tactique du Conseil de Paris est claire. A l'encontre même des statuts des associations des MJC qui donne la possibilité à tous les courants politiques, religieux et autres de l'utiliser, aujourd'hui, le Conseil de Paris, évo-

que et en définitive veut imposer: «La stricte neutralité politique»!

Passant outre à toutes ces pressions du Conseil de Paris pour faire cesser toutes activités à la MJC et ensuite reprendre les choses en mains, le directeur, le personnel et les habitants du quartier qui les soutiennent dans le cadre de l'association, ont décidé de reprendre pour la saison 76-77, l'essentiel de leurs activités et cela, dans les locaux même de la MJC.

Le programme de la MJC Théâtre des Deux portes, est plus qu'un programme théâtral, c'est un «programme de lutte... et des luttes des peuples».

DU 22 NOVEMBRE
AU 5 DÉCEMBRE
LE THÉÂTRE
DE L'UNITÉ
organise
LE MARATHON
DU THÉÂTRE SEC
(Troupes d'intervention,
spectacles de tréteaux,
agit-prop)

LA LÉGISLATION DES OPÉRATIONS COUPS DE POING

Suite de la p. 1.

Le Syndicat de la Magistrature au cours d'une conférence de presse à l'occasion de la sortie du cinquantième numéro de «Justice 76» son journal et de la préparation de son neuvième congrès, a très nettement dénoncé les projets de Poniowski.

Ainsi le pouvoir «après avoir demandé des peines automatiques, instauré des filières rapides» veut «légaliser certaines pratiques: ce sont les projets sur la fouille des véhicules, à tout moment et à toute heure, par tout policier, et sur le contrôle d'identité. Ce sont aussi les projets sur l'association de malfaiteurs, instaurant un véritable délit d'intention, sur la répression du port d'armes qui punit le port d'éléments d'armes ou de munitions; sur le juge d'application des peines dont l'existence serait menacée puisqu'il serait complètement lié aux décisions du Parquet et de l'Administration Pénitentiaire».

Philippe Texier a souligné en présentant le programme du prochain congrès du syndicat de la magistrature, l'augmentation sans précédent depuis trente ans de la répression ces deux dernières années. Les peines n'ont jamais été aussi nombreuses, aussi dures, le nombre de peines de morts ou de réclusion à perpétuité notamment. La justice expéditive par le moyen des flagrants délits a connu également un développement rapide, il est fréquent maintenant que des condamnations à quatre ou cinq ans de prison soient prononcées en procédure de flagrant délit, c'est-à-dire 48 heures après le délit, avec un défenseur commis d'office.

Tout cet ensemble de durcissement des moyens classiques de répression et d'instauration de nouveaux moyens, constitue un arsenal de la classe au pouvoir, dirigé contre les travailleurs. Les nouveaux projets que le Parlement va examiner prochainement sont destinés à renforcer ce dispositif dans la prévision du durcissement des conflits sociaux.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'enterrement du dossier de la prison d'Arenc

MARSEILLE : CONFÉRENCE DE PRESSE DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE SUR LA PRISON D'ARENCE

DECLARATION DU
SYNDICAT DES AVOCATS
DE FRANCE AU SUJET
D'ARENCE
(EXTRAITS)

«Le 5 mai 1975, un ressortissant algérien, Salah Berrebough, par l'intermédiaire d'un avocat syndiqué, porte plainte contre X avec constitution de partie civile, pour attentat à la liberté, arrestation illégale et séquestration arbitraire.

M. Elie Loques, doyen des juges d'instruction, est chargé de mener l'information.

Au terme de ces investigations, il lui apparaît qu'un préfet de police et un officier de police judiciaire sont susceptibles d'être inculpés en raison des charges qui pèsent sur ceux-ci.

En conséquence, par ordonnance en date du 2 juillet 1976, le juge d'instruction communique le dossier au procureur de la République.

Le parquet, régulièrement saisi s'abstient de présenter la requête prévue par les textes. Plus de 4 mois après l'ordonnance du juge d'instruction, le 6 novembre 76, le procureur de la République prend des réquisitions demandant au juge d'instruction de prononcer une ordonnance de non-lieu en contradiction avec l'ordonnance de son communiqué précédent :

- en s'abstenant de présenter la requête, le parquet n'a pas fait application des textes du code de procédure pénale
- en prenant des réquisitions de non-lieu, au lieu de transmettre le dossier à la chambre criminelle de la cour de cassation, le parquet détourne à notre avis le sens des textes qu'il a la charge d'appliquer.

La section de Marseille du Syndicat des Avocats de France s'élève contre l'attitude du parquet dans cette affaire qui touche directement les libertés fondamentales.

«C'est plus scandaleux que l'affaire Ceccaldi ! Le problème c'est de l'expliquer aux gens», déclare l'un des avocats. Refusant que le scandale de la prison clandestine d'Arenc en reste à un débat juridique purement technique, la section de Marseille du SAF s'est efforcée de montrer l'enjeu de la bataille contre l'enterrement du dossier. «Ça touche fondamentalement, le fonctionnement des institutions», dit maître Dissler, député de Salah Berrebough. Sachant très bien que le langage juridique est un obstacle non négligeable, pour faire largement comprendre ce que la justice bourgeoise veut cacher derrière l'affaire d'Arenc, ces avocats ont tenu à expliquer

clairement cette atteinte sans précédent aux libertés. «Il faut bien voir que si la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence prononce un non-lieu, bien qu'il y ait la possibilité d'un recours en cassation, faisant traîner l'affaire pendant plus d'un an, c'est la légalisation de la prison d'Arenc, qui sera établie. Le principe de l'impunité serait établi pour la première fois alors qu'il est clair qu'il y a atteinte à la liberté, arrestation illégale, séquestration arbitraire...» a précisé un avocat ajoutant «il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils déclarent ouvertement «Vive Arenc» mais dans les faits, c'est ce à quoi nous risquons d'arriver».

L'an dernier, Defferre, n'avait pas hésité à déclarer au sujet d'Arenc «Il faut mettre Lecanuet en prison !» Aujourd'hui, il semble regretter cette prise de position : il n'est jamais là lorsqu'un journaliste le demande. «Oui, mais il y a un an, les municipales étaient loin» faisait constater un participant. En effet, la fermeture de la prison d'Arenc n'est pas un thème électoral très efficace auprès de la bourgeoisie marseillaise «bien pensante». Cette clientèle étant l'enjeu d'une bataille acharnée entre le PC et le PS, tous ceux qui veulent lutter savent que les séquestrés d'Arenc n'ont aucune valeur dans les calculs de ces partis d'«opposition».

Conférence de presse des avocats iraniens

Le régime politique demandé pour les deux Iraniens détenus à la Santé

Maîtres Beauvillard, Mignon et Mignard, défenseurs de Nader Oskoui et Mohammad Réza Takbiri, les deux Iraniens inculpés de tentative d'homicide volontaire sur la personne d'un diplomate iranien, chef de la Savak, la Gestapo iranienne, tiennent aujourd'hui, vendredi 19 novembre, une conférence de presse avec la participation de maître Ollivier de Grenoble à l'Hotel Lutécia à Paris à 11 heures pour informer largement l'opinion publique sur l'arbitraire de l'arrestation de ces deux Iraniens et de l'expulsion du territoire de plusieurs autres Iraniens.

Les avocats des deux Iraniens, arbitrairement détenus à la Santé, sous prétexte d'avoir participé aux représailles contre le représentant de la Savak en France, ont demandé pour leurs clients le régime de détention spéciale, c'est-à-dire le statut de détenus politiques.

Dans le même temps, ils

cherchent à rencontrer la «Direction criminelle et des grâces» du Ministère de l'Intérieur, afin d'obtenir des éclaircissements sur les conditions dans lesquelles a été décidée l'expulsion vers la Suède des quatre Iraniens avec lesquels les deux détenus ont passé la soirée, le jour où se déroulèrent les faits dont Poniatowski voudrait les charger. Les avocats dénoncent dans cette expulsion, un rapt de témoins. Enfin, les auditions commençant au début de la semaine prochaine, les avocats déposeront à la fin de la semaine, les premières demandes de mise en liberté des deux Iraniens.

VENDREDI 19 NOVEMBRE, à 20 h 30

Salle Balzac, rue Léonard de Vinci à Tours

Se tiendra un meeting sur la répression psychiatrique et l'exercice des libertés. Avec la participation du collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire, le GIA, le PSU, la LCR, le PS d'Indre-et-Loire et la Ligue des Droits de l'Homme d'Indre-et-Loire. A partir des affaires Burman, et Jean Blériot.

Communiqué du comité de soutien Le Sénéchal et Arnulf

Le 3 septembre dernier, Le Sénéchal et Arnulf étaient libérés : arrêtés en juin, après qu'ils aient protégé la sortie des ouvriers immigrés de Renault contre d'éventuelles attaques des fascistes du Front National qui tenaient un meeting ce soir là, ils avaient été inculpés par le juge Cuq de «détention d'explosifs et tentative d'endommagement d'édifice», ce qui est passible des Assises.

Cette libération a été arrachée à la justice bourgeoise par la mobilisation anti-fasciste et ceci représente une victoire importante. Dès leur arrestation en effet, un Comité de Soutien s'est rassemblé et il ne s'est pas contenté de soutenir moralement les copains. Il a expliqué la signification et la justesse de leur initiative (...).

Mais aujourd'hui, après la libération des deux camarades ce n'est pas terminé :

- d'une part ils ne sont pas tout à fait tirés d'affaire. Pour l'instant en liberté provisoire, ils sont toujours inculpés et vont passer en jugement.

- d'autre part la menace des fascistes n'en a pas pour autant disparu. Pour cette année tout montre que les fascistes vont amplifier leur sale besogne : après s'être entraîné aux côtés des phalanges au Liban, après ces incendies suspects qui éclatent un peu partout dans les hôtels de travailleurs immigrés.

A côté de cela, les contrôles policiers sélectifs dans le métro, les expulsions de travailleurs immigrés qui s'organisent, tout cela va dans le même sens : surveiller, contrôler, encadrer et museler tout ce qui bouge et se révolte contre l'ordre établi.

C'est pourquoi le Comité de Soutien propose à tous ceux qui sont du côté de la révolte contre le nouveau fascisme, une réunion pour jeter les bases d'une force anti-fasciste à Boulogne.

VENDREDI 19 NOVEMBRE
20 h 30 - 72 avenue F. Faure
75015 - PARIS -

TOUSSAINT ARMANI sortant de l'hôpital de l'Anticaille



Les militants Corses hospitalisés dans une clinique de Villeurbanne après leur grève de la faim et la soif qui ont fait céder le pouvoir, sont rentrés en Corse hier.

Marseille : 3 directeurs de société inculpés après la mort d'un conducteur d'engins

Il aura fallu presque 15 mois pour que le juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Aix, M. Maestroni puisse inculper un directeur de l'entreprise Guillery-St Maur et deux directeurs de l'entreprise Gagneraud. Le 23 août 75, à la hauteur du dépôt des Chartreux, l'absence de sécurité pour ne pas freiner les travaux a produit un éboulement. Monsieur Bernard Lucas, 48 ans, conducteur d'engins, fût enseveli avec son bulldozer. Un chef de chantier et un manoeuvre ont survécu après un séjour à l'hôpital de la Timone. Ce n'est là qu'un des nombreux crimes du capital que la société du métro et Defferre ont toujours essayé d'étouffer, malgré les déclarations des syndicats CGT et CFDT : «Là comme ailleurs, tout laisse à penser que l'entreprise Gagneraud porte l'entière responsabilité de l'accident... C'était dans ce cas une condamnation d'avance. ont-ils déclaré alors, d'autant que cet endroit, la nature du terrain exigeaient des mesures exceptionnelles.» Le Provençal, journal de Defferre, si rapide à faire des articles interminables sur la mise en service du métro, atout électoral de Defferre, s'est senti obligé de faire paraître l'information, mais en la noyant dans un coin d'une page intérieure entre une publicité de mode et un tableau de produits alimentaires. De quoi Defferre a-t-il peur ?

LE PAPE ET LE NAZI

Le nazi Kapper a été libéré en Italie. En 1944, les partisans italiens en lutte contre le fascisme attaquaient une colonne allemande, près de Rome. En guise de représailles, le nazi Kapper exécutait 335 juifs, près de la Via Appia, une tuerie de cinq heures, et Kapper, les bottes dans le sang, les achevait de sa propre main. Sa libération suscitant la réprobation du peuple italien : le Pape a déclaré publiquement - par vicairie général interposé - que Kapper avait droit au

pardon et à la liberté. Il est vrai que Rome a toujours béni l'oppression fasciste de Mussolini, signant avec lui les accords de Latran. Il est vrai aussi que l'Eglise dénonçait la «barbarie bolcheviko-stalinienne» lorsque les troupes libératrices de l'Armée Rouge arrivaient aux portes des camps de la mort allemands, où, avec le silence complice, si ce n'est approuvateur, du Pape, des millions de résistants, communistes, juifs, tziganes avaient été assassinés. Il est vrai, enfin, que lorsque

l'impérialisme américain relevait l'Allemagne fédérale en plaçant à la tête de cet Etat des anciens nazis, Pie XII tonnait contre les progressistes et communistes qui luttèrent contre les menées de subversion de l'impérialisme américain sous prétexte de la «Guerre Froide». Sans oublier qu'il y a quelques jours, Paul VI crachait sur la Révolution.

Et pendant ce temps, les nostalgiques du nazisme vont écouter les injures de Mgr Lefebvre. Tout se tient, dans ce pilier de la réaction.

En bret... En bref...

● AIX-MARSEILLE FERME : La faculté d'Aix-Marseille ferme ses portes une semaine, jusqu'au 5 décembre, cela faute de crédits. Saunier Seité se montre avare de crédits pour les facultés tenues en mains par les révisionnistes, mais distribue largement sa manne à celles menées par ses hommes.

● L'ETAT SE COLLE DES AMENDES... Absurde ! Pour avoir consommé trop de fuel dans ses centrales, l'EDF vient d'être taxé par l'Agence pour les Economies d'Energie c'est-à-dire que l'Etat s'impose maintenant des amendes. Les gadgets giscardiens deviennent grotesques...

INTERNATIONAL

Japon-CEE

Le Japon sommé de présenter un plan dans onze jours

Le gouvernement japonais devait se réunir hier, puis se concerter avec le Keidaren (le syndicat patronal) au sujet de l'ultimatum adressé par la CEE, qui exige que le Japon présente dans les onze jours un plan pour réduire l'excédent commercial en sa faveur.

Les Japonais sont notamment accusés de pratiquer des prix de dumping, les roulements à bille japonais seraient vendus à des prix inférieurs de 25 à 52 % des prix pratiqués sur le marché

japonais. Les exportations automobiles doivent être contingentées. Avant même cet ultimatum, le Japon avait réduit de 10 % ses exportations d'acier sur l'Europe. Enfin, l'Europe exige de partager à égalité le marché de la construction navale.

Ainsi la crise qui secoue toutes les bourgeoisies des impérialismes secondaires les conduit à s'affronter brutalement. Cependant, les Etats Unis dans l'un et

l'autre camp conservent leur suprématie.

UN DÉFICIT DE PLUS DE 50%
Le déficit commercial de l'Europe à l'égard du Japon est passé de 1,2 milliards de dollars en 1973 à 4,2 en 1976, représentant un déficit qui est passé de 43% à 54% en 1976. De quoi alimenter une vraie bataille des marchés.

Austérité : à cause du pétrole ?

Selon certaines informations, la réunion ministérielle de l'OPEP qui doit se tenir le 15 décembre serait reportée de quelques jours afin de ne pas se dérouler en même temps que se terminent les travaux de la conférence Nord-Sud. Cependant, en tout état de cause, les propagandistes de Raymond Barre, préparant déjà l'opinion : «Le gouvernement devra serrer un peu plus les écrous de son programme de lutte contre l'inflation (en français ce charabia signifie

que l'austérité sera encore aggravée)... à cause du pétrole, une fois de plus», écrit un plumeur du Figaro. A cause du pétrole l'austérité ? Allons donc : les pays producteurs de pétrole ont vu le pouvoir d'achat diminuer de 30 à 40 % depuis la dernière hausse. Et l'on se souvient du bilan satisfait de l'année 1975 tiré par Fourcade, qui annonçait en janvier que la France avait dépensé dix milliards de moins que prévu, notamment à cause de la chute du dollar !

● **AFRIQUE DU SUD :**
La police raciste sud-africaine arrête massivement étudiants et enseignants noirs, en application de la loi sur la «répression du terrorisme». Plus de quarante personnes ont été arrêtées à Mohlakeng, à 50 km de Johannesburg, plusieurs ont été appréhendés à Durban, d'autres encore à Alexandra. Trois blancs qui participaient à la formation de cadres syndicaux noirs ont été frappés de «bannissement», ils ne peuvent plus ni participer à des discussions réunissant plus de trois personnes, et leur liberté de circulation est sévèrement limitée.

● **ALGÉRIE :**
Référendum.
Aujourd'hui, se déroule en Algérie un référendum, au terme duquel sera adoptée la Constitution. C'est la poursuite de toute une série d'initiatives institutionnelles commencée par le débat et le vote de la Charte Nationale en juin. Il se poursuivra par l'élection du président de la République et la désignation d'une assemblée législative. L'ensemble de ces initiatives est destiné à consolider le régime, et de confirmer les voies de développement déterminées par la bourgeoisie algérienne.

Chili-URSS : quand les dictateurs se renvoient la balle

Pinochet essaie de se disculper aux yeux de l'opinion internationale en montrant qu'il ne fait pas pire que beaucoup d'autres qui l'accusent : il libérera, dit-il, Corvalan, si l'URSS libère Boukowsky, le dissident soviétique retenu dans les geôles des maîtres du Kremlin. Il troquera l'ancien sénateur Mon-

tès contre l'ancien compagnon de Fidel Castro, détenu depuis quinze ans à Cuba. Il a annoncé la libération de trois cents prisonniers politiques chiliens, dont cent-trente-quatre auraient été libérés mercredi. Et les autres ? A fascisme, fascisme et demi : la terreur qui règne en URSS ne fera pas oublier les stades de Santiago du Chili.

YUGOSLAVIE-URSS

L'URSS veut accroître sa pénétration

Le communiqué commun publié à l'issue du voyage de Brejnev en Yougoslavie ne contenait pas d'éléments décisifs. Au delà des embrassades et des protestations de Brejnev sur ses dispositions fraternelles à l'égard de la Yougoslavie, Brejnev a du réaffirmer que les «deux parties s'engagent dans la voie du respect de l'indépendance et de la liberté de choix des différentes voies de développement socialiste» ainsi que Tito

l'avait demandé dès le premier jour, comme étant une garantie des relations d'égalité entre les deux pays.

Cependant le communiqué contient des dispositions d'une autre tenue notamment celles engageant «Un recours plus vaste à des formes modernes de division internationale du travail et un développement de la co-production à long

terme». C'est sous les auspices de la division internationale du travail que l'URSS a imposé aux pays du COMECON «l'intégration économique» qui a l'avantage selon le ministre soviétique du commerce de développer la production dans ces pays selon les besoins de l'économie soviétique. Ainsi Brejnev tente-t-il de faire de la Yougoslavie une colonie par ce noyau, pour qu'ensuite elle ne puisse plus prétendre à l'indépendance.

Budget de «l'Outre-Mer»

De l'argent contre les peuples des colonies

Hier, l'Assemblée Nationale a discuté le budget qui doit permettre à l'État colonialiste français de saigner encore un peu plus les derniers territoires qu'il tient entre ses griffes. Stirn, l'exécutif des DOM-TOM (poste rattaché récemment, il faut le rappeler, au ministère... de l'intérieur) ne manquera pas de souligner que ce budget répond au souci qu'a le gouvernement colonialiste de promouvoir «la mise en place d'un processus accéléré d'assimilation au plan européen allant aussi dans le sens d'une parité avec les autres régions de notre pays, seul capable désormais de sauvegarder et de promouvoir les chances de développement de ces départements», pour tenter de camoufler l'appétit de capitaux qui dévore nos bourgeois métropolitains. Développer une demande dans ces régions, que le colonialisme maintient dans une situation de dépendance et de sous-développement chronique, pour pomper une partie de la production nationale française, et permettre le rapatriement des subsides en métropole par le biais des importations, tel est en effet, sous le couvert d'une «aide» soi-disant désintéressée, le rôle de ce budget.

Vie, qui dirige le BUMIDOM, disait au cours d'un voyage en Guyane que les colons d'Outre Mer avait le choix entre «rester des chiens gras» liés à la France, ou «devenir des loups maigres» sans elle. En l'occurrence, le mépris affiché par M. Vie tombait mal : s'il y a des loups dans nos colonies, ils sont gras, et ce sont les colons français. Le sec-

teur tertiaire et parasitaire formé par le corps pieux de fonctionnaires français s'adjudge la part du lion : en 1967, sur les vingt sept milliards alloués à la Réunion, 10 milliards 875 millions ont servi à payer les employés de la fonction publique, 8 milliards 405 millions ont gonflé les poches des trusts pharmaceutiques français. En 75, les

traitements des fonctionnaires ont dévoré plus du quart du produit intérieur brut du département.

En Guyane, les fonctionnaires français touchent des primes de 40 % pour «vie chère» mais il paraît que la vie est moins chère pour les Guyanais, puisqu'ils ne touchent rien ! Le «Plan Vert» mijoté par Stirn pour l'aménagement de la Guyane prévoit des subventions pour les métropolitains désireux d'aller exploiter la Guyane, mais rien pour les habitants qui souhaiteraient eux aussi, s'installer. Quant à l'argent amassé en vertu de la «solidarité nationale» pour les sinistrés de la Soufrière, ce ne sont certainement pas les Guadeloupéens qui en ont profité : il n'y a pas eu de crédits débloqués pour organiser les «chantiers chômage» annoncés. En Martinique, l'an dernier, moins de 9 % de la population, représentant le secteur public se sont adjugés plus de 50 % des salaires distribués dans le territoire, soit pour les fonctionnaires 6 fois le salaire d'un ouvrier martiniquais.

DES «DÉPARTEMENTS» OU LES DROITS CONQUIS PAR LA CLASSE OUVRIÈRE NE SONT PAS RESPECTÉS

On nous parle beaucoup d'«aide au développement» et à la création d'emplois ; qu'en est-il ? Une loi de décembre 71 permet le réinvestissement en franchise d'impôts dans les DOM-TOM des bénéfices métropolitains. Le gouvernement

colonialiste offre aussi des primes allant jusqu'à 2 millions par emploi créé. Dans un discours prononcé en novembre 75, Stirn se félicite comme d'une grande victoire que 5 unités industrielles achevées en Guadeloupe aient conduit à la création de 130 emplois ! Mais il y a en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, en Polynésie, dans tous les territoires soumis à l'impérialisme français, des centaines et des centaines de milliers de chômeurs. Ceux-ci n'ont pas droit aux allocations ; les ANPE commencent à peine à naître, et il faut pour toucher une indemnité avoir travaillé au moins 150 jours dans l'année. Mais combien y a-t-il de travailleurs assez chanceux pour atteindre ce score ? En Guadeloupe, les ouvriers agricoles, cette année, avaient en raison de la mécanisation de la coupe de la canne, du mal à trouver du travail un jour par semaine. La situation est identique dans les autres départements. Les chantiers de chômage ? autre duperie : ils ne servent qu'à faire accepter d'autres licenciements, comme ce fut le cas, toujours en Guadeloupe, lors de la fermeture - sans raison - de l'usine sucrière de Bonnemère : un chantier d'entretien de la voirie fut ouvert ; il a duré 15 jours, on ne pouvait s'y embaucher que 2 jours par semaine.

Parallèlement, le SMIC versé aux travailleurs dans ces colonies est très inférieur à celui qui a cours en



France ; en dépit de déclarations répétées de Stirn, les allocations logement sont inexistantes. Les chômeurs perdent le droit aux allocations familiales, et dans des pays où la coutume veut que beaucoup d'enfants - souvent laissés derrière eux par les soldats français - soient recueillis et élevés par des familles indigènes ou souvent par des femmes seules, ces allocations n'étaient accordées que pour les enfants «légitimes». Les crédits pour «résorption de bidonvilles» ont permis aux entreprises de bâtiment françaises de faire de copieuses bénéfices en exportant du préfabriqué ou de matériaux, alors que la Réunion

possède de la terre à ciel ouvert.

Mais d'où viennent les fonds qui alimentent ce budget d'exploitation, de déportation et de misère ? Ils sont prélevés sur la sueur des travailleurs antillais, guyanais, réunionnais, canaques, polynésiens, mélanésiens et français en butte au même ennemi : l'État capitaliste, impérialiste et colonialiste de la bourgeoisie française, contre lequel nous devons nous unir parce que, comme le disait ce travailleur guyanais, membre de l'UTG : «Il faut que la maison soit à nous pour pouvoir la changer».

UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES : LE RAPATRIEMENT DES FONDS D'«AIDE» A LA RÉUNION

	Aide Française	Transferts privés vers la France
1962	6 milliards	10 milliards
1965	18 milliards	18 milliards
1966	23 milliards	19 milliards
1967	27 milliards	25 milliards
1971	40 milliards	44 milliards

«L'affiche rouge» de Frank Cassenti

UNE INSULTE A LA RESISTANCE !

«C'est révoltant ! On veut tuer, annihiler l'esprit de la Résistance, transformer le fascisme en opérette et la lutte héroïque des vingt-trois en actes de désœuvrés...», telles sont quelques unes des réflexions qui nous sont venues spontanément à l'esprit au bout de dix minutes de vision d'un tel film.

On était venu là pour voir et comprendre la lutte de Manouchian et de ses camarades, on se retrouve face aux problèmes d'une troupe de théâtre qui ne sait pas trop comment jouer «L'Affiche Rouge». Pour le moins, c'est frauduleux, mais ce n'est pas que cela...

UNE UNANIMITÉ DOUTEUSE

A un moment où le gouvernement actuel tente de multiples façons de réhabiliter Pétain et la collaboration, ce film qui traite à sa manière la Résistance, a la particularité de faire l'unanimité. Présenté et remarqué déjà au festival de Cannes, ce film a obtenu le prix Jean Vigo 1976.

Aujourd'hui, il sort sur les écrans parisiens avec un grand battage publicitaire. Les journaux, la radio et la télévision n'hésitent pas à le qualifier de «chef d'œuvre». «L'Humanité», organe central du parti dont Cassenti est proche, déclare tout bonnement : «Frank Cassenti s'affirme avec «L'Affiche Rouge» comme l'un des plus doués et des plus talentueux parmi les jeunes auteurs du cinéma français actuel». Quant au «Monde», lui aussi n'y va pas par quatre chemins : «Beaucoup plus qu'un chef-d'œuvre cet hommage... est un acte d'intelligence et de foi. Il faut le recevoir comme il a été créé : dans la ferveur et l'émotion». Même Europe N° 1 n'a pas hésité à vanter les louanges de ce film, à la veille du 11 novembre, journée nationale pour les morts de toutes les guerres. Ivan Levaï, particulièrement odieux, y a consacré une de ses émissions nationales en interrogeant la femme de Manouchian avec des questions du genre : «Manouchian vous avait dit dans sa dernière lettre d'avoir un enfant, vous ne l'avez pas eu, pourquoi ? La barbarie nazie oui, mais que pensez-vous de Staline ?»

Une telle unanimité est pour le moins

étrange, il fallait bien et c'était logique que ce film tout en se parant du drapeau de la Résistance rende celle-ci si inoffensive, si neutre qu'elle puisse aujourd'hui apparemment réconcilier tout le monde.

On veut nous faire oublier le déferlement de haine contre Manouchian et ses camarades par les journaux et la radio collabos de l'époque, on veut nous faire oublier la grande peur de la bourgeoisie devant le peuple en armes en 1944.

UNE ESCROQUERIE

D'abord, ce n'est pas un film sur la lutte du groupe Manouchian, mais un long métrage ennuyeux sur les élucubrations de la troupe

présentée comme un moyen pour dépasser leur propre angoisse existentielle ; décidément, Sartre a encore de l'influence dans les troupes théâtrales contemporaines. Il y a une chose qu'on retient c'est que ce groupe était composé de juifs, d'Arméniens, d'Espagnols, de Français... tous un peu déclassés, marginaux ; on oublie de nous dire qu'ils étaient ouvriers organisés dans les FTP. Il est vrai qu'on apprend dans ce film qu'un des membres du groupe s'est engagé dans la résistance parce qu'il aimait bien le football et que le S.T.O. allait lui retirer ce plaisir. Bref, c'est par hasard qu'il est entré dans la Résistance, c'est donc par hasard que d'autres, à la même époque, comme Marchais par exemple, partaient travailler en Allemagne.

a retenu que des gadgets : sous prétexte de maintenir une dissociation entre le spectateur et le spectacle, on en vient à rejeter tout effet et tout lyrisme, à réduire la mise en scène au strict minimum et les S.S. sous leur casque flambant neuf et leur costume bien broissé ressemblent plus à des figurants qu'à autre chose. C'est sans doute pour la même raison que la dernière lettre de Manouchian est balbutiée en voix off, tandis qu'on nous montre bien que les tortures nazies sont du maquillage de théâtre, comme le dit si bien «L'Humanité» : «C'est le noir sur l'écran, hors du champ visible, des voix dialoguent... La nuit tombe : les projecteurs s'allument. Le spectacle va commencer...»

Le combat des vingt-trois est ainsi réduit à un jeu et à une mascarade.

UNE INSULTE A LA RÉSISTANCE

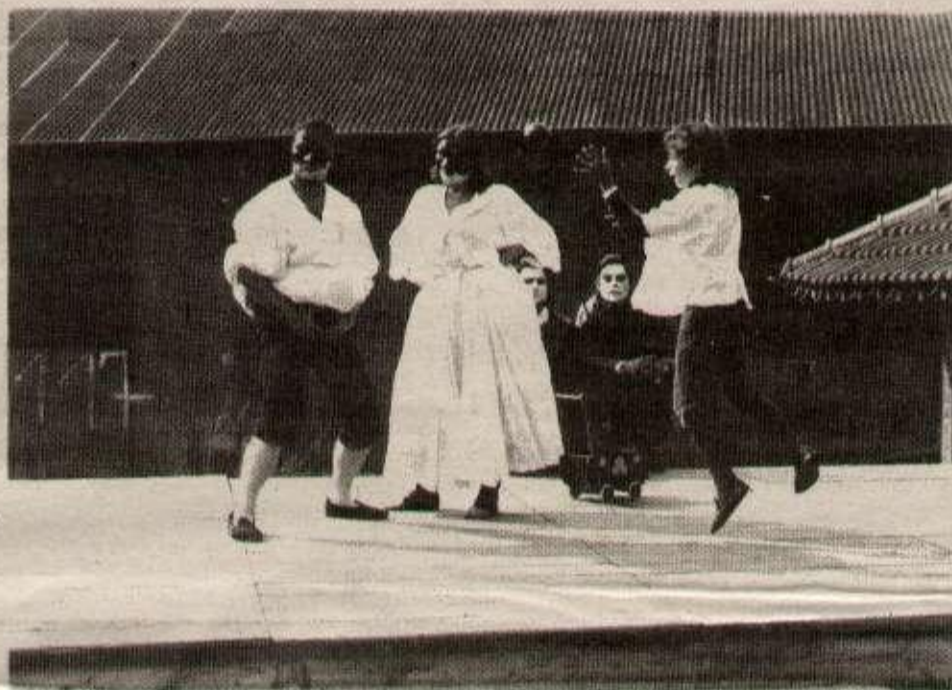
Le cinéma nous a habitués ces derniers temps à nous présenter le fascisme (avec des films comme «Lacombe Lucien» ou «Portier de Nuit») comme avant tout affaire de hasard et de pulsions sexuelles. Ces films vont de pair avec la tentative de Giscard sur le plan politique de réhabiliter Pétain et la collaboration.

Aujourd'hui, avec «L'Affiche Rouge», c'est le PCF qui nous présente sa version édulcorée de la Résistance tellement intemporelle et désincarnée qu'on n'en retient que son aspect dépassé, inactuel.

L'aspect «moderniste» de ce film est le prolongement dans le domaine du cinéma de la ligne du XXII^e Congrès qui a renié ouvertement la dictature du prolétariat et a lancé un appel aux cadres et aux ingénieurs pour qu'ils rejoignent un PCF débarrassé de toute référence révolutionnaire.

Nul doute que pour Marchais aujourd'hui ce film est un chef-d'œuvre : non seulement il permet de justifier sa propre attitude pendant cette période mais aussi il montre bien que la lutte de Manouchian et de ses camarades n'avait rien d'inquiétant pour les couches que le PCF veut aujourd'hui rallier.

Décidément, du côté du gouvernement, comme du côté du PCF, la lutte héroïque du peuple en armes contre le nazisme est un fait historique qu'il faut à tout prix dénaturer... de peur sans aucun doute que la classe ouvrière et les masses populaires en tirent aujourd'hui les leçons.



La Résistance en spectacle...

du «Théâtre du Soleil» qui se cherche dans l'espace clos de la Cartoucherie de Vincennes. Ces acteurs de théâtre sont en quête de l'esprit qui a animé les vingt-trois sans jamais l'atteindre. Ils font ainsi de ce groupe de FTP une communauté qui se débat dans l'éternel problème de l'homme face à sa propre mort. La lutte de Manouchian et de ses camarades est ainsi

Cassenti le dit lui-même, «C'est un film intemporel». C'est sans doute pour cela qu'il mélange si allègrement le présent et le passé sans peur de tomber dans le ridicule : on voit ainsi deux membres du groupe prenant le métro aujourd'hui, habillés avec des gabardines de l'époque pour aller saboter une voie ferrée bien moderne.

Cassenti se réclame de Brecht mais il n'en

THÉÂTRE

Un théâtre qui s'est produit dans le cadre du festival du travailleur immigré

L'ÉQUIPE THÉÂTRALE

Tous les acteurs sont des Italiens immigrés en Belgique et à l'exception de la plus jeune des actrices (16 ans) qui va toujours à l'école, ils sont tous ouvriers ou employés subalternes. La troupe est composée exclusivement d'amateurs et comporte trente cinq acteurs, techniciens, musiciens et choristes.

HISTOIRE DE L'ÉQUIPE

Le groupe n'est pas né autour d'un projet de production théâtrale, mais autour d'une école ouvrière (...).

A la fin de chaque année, le groupe structure ses acquisitions et les analyse dans une représentation théâtrale qu'il propose au

public immigré : une sorte de leçon synthétique et schématique, rendue active par l'action théâtrale, portée par un visage immigré et par une conscience ouvrière.

QUEL THÉÂTRE ?

Pour un groupe de ce type, il n'existe qu'une seule façon de faire du théâtre : le théâtre militant. Un théâtre qui ne soit donc pas une diversion culturaliste, mais qui incite les spectateurs à parcourir leur propre histoire avec la lumière de la critique et avec la volonté de l'intelligence. La densité de la vie est le contenu même de la culture alternative ; c'est là que les nouvelles valeurs trouvent leur origine.

Il en ressort un théâtre didactique, extrêmement at-

tentif aux niveaux de conscience du public immigré, dépouillé dans sa forme, sobre et exigeant dans ses contenus. Didactique, en somme, parce que celui qui enseigne a été à l'école de la vie avec celui qui apprend et parce qu'enseigner, dans pareil contexte, signifie progresser ensemble vers une histoire qui — collective — se veut différente.

UNITI SI VINCE 2

La pièce que nous présentons a été élaborée en 1976. Elle a déjà donné lieu à plusieurs représentations et vient ainsi compléter Uniti si vince 1, écrit et représenté en 1975. Uniti si vince 1 affrontait le problème sous un angle historique : émigration et fascisme, l'émigration italienne des années 50,

faiblesse objective de la condition immigrée. Uniti si vince 2 se situe dans la problématique du séjour prolongé dans le pays d'arrivée. C'est le théâtre de l'immigration plutôt que de l'émigration. Il se compose de trois tableaux qui développent des thématiques différentes et complémentaires :

1). Les rapports entre les immigrés de la première et ceux de la seconde génération, c'est-à-dire entre ceux qui sont venus directement d'Italie et ceux qui sont nés dans le pays d'arrivée. Les lieux d'étude privilégiés de ces rapports sont la famille et les loisirs : continuité et consommation.

2). La stratification des différentes nationalités immigrées dans le cadre du marché du travail, avec

l'apparence d'une amélioration illusoire de la position des Italiens. Ce type d'illusion permet la prolongation de la division et rend impossible toute action efficace de la part des immigrés.

3). Démontage de l'aggravation de la division par la crise. Face aux manœuvres de division, la proposition d'une union qui naisse d'une conscience plus précise du rôle des immigrés au sein du mouvement ouvrier international.

La pièce est représentée en Italie, un «sous-titrage» en français est prévu.

LES CHANTS

Les temps forts du théâtre sont commentés par des chants. Les mélodies sont reprises au patrimoine populaire italien. Les textes,

quant à eux, sont écrits par le groupe selon les exigences du moment théâtral qu'ils ont pour mission de mettre en relief. Les chants d'Uniti si vince 1 et d'Uniti si vince 2 ont été reproduits sur deux trente centimètres, Canzoniere dell'emigrazione 1 et Canzoniere dell'emigrazione 2.

LES REPRÉSENTATIONS

Outre une série de représentations en Belgique (Bruxelles, Limbourg et Wallonie) l'équipe du CASI-UO déjà porté son théâtre, aux Pays-Bas (Amsterdam et la Haye) et en France (Paris).

Adresse de contact :
CASI-UO
5 rue des matériaux
1070 Bruxelles
02 521 21 25

DANS NOTRE COURRIER

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

• Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé Giscardienne.
 • Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
 • Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
 Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
 Directeur de publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Grenoble, organisé par l'AMFP :

Vendredi 19 novembre, à la maison pour tous du quartier Saint-Laurent : «Kafr Kassem».
 Jeudi 25 novembre, au campus, salle culturelle de la cité Berlioz : «Les Palestiniens au Liban».
 • Vendredi 26 novembre, au quartier de l'Abbaye, à la Maison des Jeunes et de la Culture : «Les Palestiniens au Liban».
 • Samedi 27 novembre, au quartier Mistral, salle de la maison pour tous : «Les Palestiniens au Liban».
 Chaque intervention comprendra : projection d'un film,

débat, exposition de photos, tableaux, brochures diffusées largement, collecte d'argent et de médicaments.
 L'Association invite à participer nombreux aux différentes interventions dans les quartiers et sur les marchés.

Non aux agressions syrienne, phalangiste et sioniste au Liban !
 A bas l'État d'Israël !
 Palestine libre, laïque et démocratique !
 Palestine vaincra !

FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
 B.P. 68 75019 Paris

SOMMAIRE

• EDITORIAL.....	p. 3
• Unité : faisons le point.....	p. 5
• Réunion nationale des cellules d'entreprises.....	p. 7
• Coordination des luttes.....	p. 15
• Le PS et le plan Barre.....	p. 17
• Enquête dans les Côtes du Nord.....	p. 20
• Quotidien du Peuple : premier anniversaire.....	p. 25
• Entretiens de Bichat 76.....	p. 29
• NOTES DE LECTURE :	
«Salaires aux pièces».....	p. 32
«Démocratie française».....	p. 33
• Restructuration de la presse.....	p. 36
• Europe du Nord : la social-démocratie en déclin.....	p. 40
• Parti du Travail d'Albanie.....	p. 43
• Corée du Nord : sur la voie du socialisme.....	p. 45

front rouge

ORGANE CENTRAL du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Novembre 1978
 N° 10 5 F



le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
 «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine)

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'éché prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

- En une fois.....
- En trois fois.....

NOM (en capitales).....

Prénom.....

Adresse.....

Ville.....

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Éditions Buchet Chastel

50^e épisode

Hélène, la sœur de Busard, travailleuse au tour dans l'atelier paternel, clignait de l'œil vers le Bressan, chaque fois qu'il était question du chef-d'œuvre. Le garçon se demandait pourquoi, ne comprenant pas l'ironie; il admirait énormément cette place de la Concorde. Hélène est contre l'artisanat. A peine passé son certificat d'études, elle avait commencé d'affirmer, chiffres en main, que le travail à façon rapporte mieux que les plus savantes sculptures sur corne. On la faisait taire, « tu n'es qu'une enfant ».

Mais après que la presse à injection se fut généralisée, il avait fallu spécialiser dans le polissage des montures de lunettes pour le compte des industriels de la matière plastique, l'atelier familial où travaillaient de concert le père, la mère et la fille.

Pendant la morte-saison, le père sculptait dans la corne des edelweiss et des chamois pour les marchands de souvenirs de Chamonix, simple appoint.

Le Bressan découvrait chaque jour quelque nouveau détail de la place de la Concorde, par exemple une gerbe de fleurs sur les genoux de la ville de Strasbourg.

Puis il s'étendait sur le lit et s'endormait aussitôt, le plus souvent tout habillé, pour être prêt à courir à l'atelier dès que l'un ou l'autre des Busard le réveillerait. Il ne buvait plus, ne fumait plus. Sauf la pension, il mettait la totalité de ses paies dans une enveloppe, qu'il cachait sous le linge, dans le tiroir de l'armoire qui avait été mis à sa disposition, et dont il gardait toujours la clef sur lui; Hélène s'irritait chaque semaine, quand elle apportait le linge lavé et repassé, de trouver le tiroir fermé: « Est-ce qu'il croit que nous voulons lui prendre son argent? Ces peccots ne savent pas vivre. » Le Bressan avait une grande capacité de sommeil. Il dormait plus de dix heures par jour pendant toute cette période.

Busard, par contre, dormit très peu. Ses heures de pause étaient midi-quatre heures, huit heures-minuit, quatre heures du matin-huit heures.

A midi, il déjeunait avec ses parents. Le repas s'achevait rarement sans discussion avec le père qui n'admettait pas qu'on travaillât vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour fabriquer des corbillards-carrosses. L'humanité avait-elle un si pressant besoin de corbillards-carrosses? Il parlait volontiers de l'humanité. Il s'était naguère violemment élevé contre la vocation cycliste de son fils; les sports détournent la jeunesse des problèmes vraiment importants, par exemple la défense de la laïcité. Lui, à vingt ans, il se battait déjà pour les lois républicaines. Pourquoi Busard avait-il toujours refusé de travailler dans l'atelier familial? L'artisan est indépendant.

« Si j'ai envie de pêcher à la ligne, je prends ma canne à pêche, sans demander rien à personne.

— Ça veut dire que tu laisses maman et Hélène faire ton travail. »

Le ton montait rapidement. Le père Busard n'approuvait pas non plus le projet du snack-bar. Il disait comme Chatelard: « Tu te donnes bien du mal pour devenir larbin. »

Enervé par la discussion, Busard n'arrivait pas à s'endormir à l'heure de la sieste. Parfois il prenait son vélo et allait tourner sur le stade, seulement pour ne plus penser à rien. . .

(à suivre)

«Les travaux et les jours»

Ce disque paru au «chant du Monde» reprend les chansons du spectacle de Dario Fo «Ci Ragiono E Canto» («je pense et je chante»).

DARIO FO

Penser... Dario Fo le fait maintenant depuis longtemps. Dans une relation dialectique, le théâtre de Dario part des masses (de leur vécu, de leur histoire) et est directement destiné aux masses (sur les lieux de travail...)

CI RAGIONO E CANTO

Les chansons que nous trouvons dans «Les travaux et les jours» sont dues à un travail réalisé pour Dario Fo en collaboration avec des animateurs de «la Nouvelle Chanson Italienne» et de l'Institut Ernesto de Martino pour l'étude de la Culture populaire et prolétarienne.

Enregistré en public, il s'agit là d'un véritable panorama musical et politique de l'Italie dans sa diversité si riche de témoignages.

Du Piémont à la Sicile, en passant par la Sardaigne, l'Emilie, la Lombardie et bien d'autres régions, toutes les chansons que nous écoutons sont autant de témoignages qui puisent dans les entrailles du peuple italien.

Ces chansons sont des chansons du quotidien mais également des chansons de lutte et d'espoir dans la certitude que les souffrances aujourd'hui endurées, déboucheront sur la victoire.

Cette véritable «recomposition» de l'histoire populaire italienne se termine en apothéose. Après les péri-

odes de souffrance et de défaite qui parsèment l'histoire du peuple, c'est un véritable hymne à l'espoir qui clos le disque: «la foule des malheureux se soulève, proscrits de chaque matin, notre patrie est le monde entier, notre loi est la liberté. Et dans notre cœur, nous gardons une pensée de révolte».

D.B.

P.S.: Toutes les paroles sont en italien et en français sur la pochette.
Le prix: 37,50 F

COUPLETS DE L'EXILÉ
(Italie septentrionale)

La foule des malheureux se soulèvent
proscrits de chaque nation.

Notre patrie est le monde entier
notre loi est la liberté
et dans notre cœur nous gardons
une pensée de révolte.

Errant par les terres et les mers,
pour une idée, nous abandonnons ceux qui nous
sont chers.

Mais ils reviendront, Italie, tes proscrits,
pour faire valoir leurs droits.



programme télé

vendredi 19 novembre

TF1

19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Dommage qu'elle soit une putain. Pièce de John Ford, auteur de l'époque de Shakespeare, mise en scène par un américain Stuart Seide.
21 h 10 - Zouc, le miroir des autres.
23 h 45 - JOURNAL ET FIN

A2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible.
20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - Le cœur au ventre. Feuilleton.
21 h 30 - Apostrophes. Charme et colère de la province. Emission littéraire.
22 h 40 - JOURNAL
22 h 45 - L'escapade. Film du réalisateur suisse Michel Soutter

FR3

19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi. Emission documentaire. Aujourd'hui le problème du couple.
21 h 30 - Méditerranée
22 h 20 - JOURNAL
22 h 35 - La télévision régionale
23 h 00 - FIN DES EMISSIONS

Nouveau succès pour les expériences nucléaires chinoises

La République Populaire de Chine a procédé hier avec succès à l'essai d'une bombe nucléaire à Hydrogène.

«Le succès remporté par notre pays dans l'essai de la nouvelle bombe à hydrogène a encouragé la volonté des peuples révolutionnaires du monde et abattu l'arrogance de l'impérialisme, du révisionnisme et de la réaction, il a porté une fois de plus un coup rude au monopole nucléaire des superpuissances. Le peuple chinois soutient fermement la position conséquente, solennelle et juste, du gouvernement de notre pays sur le problème des armes nucléaires. Nous n'utiliserons jamais les premiers les armes nucléaires. Nous lutterons, avec les peuples des divers pays du monde, pour réaliser ce noble objectif : l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires» écrit à ce propos le Renmin Ribao.

Angleterre : 60 000 ouvriers contre la politique d'austérité de Callaghan

A l'appel de presque tous les syndicats du secteur public, mais aussi de celui des mineurs, de la métallurgie et... du comité exécutif travailliste, a eu lieu, mardi, à Londres, la plus puissante manifestation qui se soit produite depuis cinq ans. Les manifestants, amenés par une trentaine de trains spéciaux et une centaine de bus, protestaient contre les restrictions imposées par Callaghan dans le secteur public : 50 hôpitaux étaient menacés de fermeture faute de crédit dans la seule ville de Londres ! Les syndicats, en dépit de leur volonté de soutenir la politique de «consensus», ont dû céder devant le mécontentement des travailleurs.

PORTUGAL : Les USA prêtent 300 millions de dollars

Le gouvernement américain vient de décider de prêter d'urgence 300 millions de dollars. Par ailleurs, les États-Unis prendront en charge 30% d'un prêt de 1,5 milliard de francs, effectué par un consortium où se retrouvent l'Allemagne, la France et sans doute d'autres pays.

La demande effectuée par Soares, il y a à peine un mois a été très rapidement examinée et acceptée. Les États-Unis sont décidés à permettre à Soares de consolider son pouvoir, l'alliance du PS et des autres partis bourgeois classiques au Portugal, après la tentative soviétique de pénétrer dans le pays à la faveur de la venue au pouvoir du parti de Cunhal.

Thaïlande : la base US d'écoute reste en place

Les Américains ont quitté la base US d'écoutes de Ramasun, mais le gouvernement Thaïlandais affirme qu'ils reviendront : «ils n'ont emporté avec eux que peu de pièces qu'ils pourront ramener pour remettre en route la base». Ainsi les États-Unis avec l'aide de leurs valets dans l'armée thaïlandaise n'ont pas démantelé la base contrairement aux décisions du gouvernement thaï après le coup d'État, ils se préparent à consolider la Thaïlande comme leur dernière base en Asie du Sud-Est.

De nouveaux combats ont eu lieu dans le sud du pays apprend-on par ailleurs. Dans la province de Surat Thani, dix-sept soldats sont morts au cours d'une embuscade organisée par les forces de libération.

● SAHARA : LE FRONT POLISARIO HARCÈLE LES FORCES D'OCCUPATION MAROCO-MAURITANIENNES : Les combattants sahraouis ont attaqué successivement, les 8 et 9 novembre, Smara, Bouguerba et Guelta Zemmour. A Smara, ils ont pilonné la ville au mortier, faisant plusieurs morts et blessés, ainsi que des dégâts matériels importants aux locaux militaires et à la piste aérienne des occupants. A Guelta Zemmour, le Front Polisario a tué onze personnes et fait une dizaine de blessés graves parmi les Marocains. A Bouguerba, trois soldats des FAR ont été tués. Le même jour, le Front Polisario a détruit une jeep et un camion ennemi près de Akka.

Liban : Sarkis entreprend des consultations avec les pays arabes sur la question du Sud-Liban

Les forces de paix arabes poursuivent leur mission à Beyrouth : après le déminage de la ligne de front, elles vont maintenant procéder au ramassage des armes lourdes (canons, chars, blindés, missiles) selon le processus prévu par les accords de Riyad et du Caire. Ce sont les organisations et les partis concernés eux-mêmes qui procéderont à ce ramassage, sous le contrôle des casques verts. Ceux-ci poursuivent par ailleurs leur marche vers Tripoli, Saïda et Ghorta, le fief de Frangié, commandant des phalanges.

Sarkis va entreprendre une tournée dans les capitales arabes pour faire part aux chefs d'États arabes de la situation au Liban sous le rapport de la sécurité après l'installation des forces de paix, discuter de la crise économique libanaise et des moyens de reconstruire le

pays avec l'aide des nations arabes : surtout, Sarkis s'est déclaré «décidé, avec l'aide des pays arabes frères, à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux provocations d'Israël dans le sud». Ces mesures paraissent en effet urgentes : l'artillerie sioniste s'est une fois de plus allié aux fascistes libanais pour lancer, mercredi, une attaque contre le village de Kfar-Kaila, à quelques kilomètres de la frontière sioniste, à un endroit où Israël intervient régulièrement depuis plusieurs semaines. Au cours du mois d'octobre, les fascistes qui servent de suppléants aux sionistes ont lancé des attaques pour s'assurer la maîtrise de toute une série de villages frontaliers pour faire une «ceinture de protection» à Israël, de façon à gêner les combattants palestiniens dans leurs déplacements vers l'Ar-

koub. Les sionistes ont établi un système postal pour les fascistes, ils font pour eux des plantations expérimentales, leur offrent de l'embauche en

Israël. Cette politique «menace dangereusement la sécurité de la Résistance Palestinienne et l'intégrité du Liban lui-même».

«LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE NE SERA PAS ENCHAINÉE, POLITIQUEMENT NI MILITAIREMENT» DÉCLARE ABOU AYAD

La Résistance Palestinienne ne sera pas enchaînée, politiquement ni militairement», déclare Abou Ayad, l'un des principaux dirigeants du Fath, au quotidien tunisien «Assabah». Abou Ayad a déclaré : «Nous ne saurions permettre que la Résistance Palestinienne soit enchaînée, politiquement ni militairement. En revanche, nous nous engageons à ne pas nous immiscer dans les affaires intérieures du Liban. Nous avons toujours été, depuis le début, pour le cessez-le-feu, mais nous poursuivons la Résistance avec le même acharnement au cas où les autres continueraient à comploter contre nous», a-t-il dit.

De son côté, le responsable du Bureau politique de l'OLP, Farouk Kaddoum, a déclaré lundi à l'ONU que la paix ne pourrait exister au moyen Orient que lorsqu'une solution juste, fondée sur le droit des Palestiniens de retourner chez eux et de fonder un État indépendant aurait été trouvée. «Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous poursuivons notre lutte par tous les moyens à notre disposition», a-t-il précisé, ajoutant que l'OLP n'accepterait aucun site autre que la Palestine, et est vouée au respect de l'unité territoriale du Liban.

Par ailleurs l'OLP a été autorisée à ouvrir un bureau à Bruxelles.

● ETHIOPIE : Le conseil militaire administratif provisoire a annoncé qu'il avait fait exécuter 27 personnes accusées d'être «anarchistes de leurs intérêts de classe» pouvaient à s'opposer à la révolution socialiste. Cette phraséologie sert

en réalité à justifier une violente répression contre les ouvriers et les paysans. De même pour déconsidérer ses victimes, le gouvernement amalgame celles-ci aux féodaux qui s'opposent au nouveau régime.

RÉUNION SECRÈTE DE L'OTAN

LA STRATÉGIE NUCLÉAIRE ET LA DOMINATION DE L'EUROPE

Suite de la p. 1.

Actuellement, des études de plus en plus nombreuses affirment que l'arme nucléaire devra être utilisée dès le début de la guerre, les Soviétiques ayant réuni une force militaire conventionnelle beaucoup trop puissante.

Ainsi, petit à petit, au fur et à mesure que les menaces de guerre se précisent et les ambitions soviétiques en Europe s'affirment, les États-Unis imposent une nouvelle version du parapluie nucléaire américain : l'ensemble des forces militai-

res européennes ne peuvent plus être que les appendices de la force nucléaire américaine, d'une part, et d'autre part la défense de l'Europe est entièrement soumise à l'issue d'une guerre entre les USA et l'URSS dont elle est précisément l'enjeu aujourd'hui. Dans l'im-médiat, l'Europe étant rendue de plus en plus dépendante pour sa défense des États-Unis, ceux-ci exercent du même coup un contrôle de plus en plus étroit sur la politique intérieure des pays européens.

Espagne : La Coordination Démocratique divisée

Les partis de droite qui participent à la coordination démocratique ont décidé d'engager des négociations en vue des élections et ont renoncé à boycotter le référendum. De leur côté, les révisionnistes de Carrillo, qui se trouvent «clandestinement» à Madrid, annoncent la presse espagnole, et les socialistes du PSOE restent sur leur position de boycott.

Aux Cortes, le Parlement, où se discutent le projet de réforme de Suarez, le groupe de Fraga Iribarne a menacé de s'abstenir bloquant ainsi le projet, si le gouvernement n'acceptait pas certains amendements au préalable.

Les discussions au sein de la bourgeoisie sur le projet de réforme viennent ainsi mettre en difficulté les partis de gauche qui essayaient de peser sur le gouvernement en créant un regroupement de toutes les forces bourgeoises non représentées aux Cortes.

PAS DE VISA POUR UN DIPLOMATE US

L'URSS a refusé de renouveler le visa d'un diplomate américain après que les USA aient retiré son visa à un diplomate soviétique, accusé de s'être engagé dans des activités déplacées sur le territoire américain. Ce genre d'«ambalités» est plus fréquent depuis plusieurs mois, après avoir disparu entre 1972 et 1975.

CHANTAGE AMÉRICAIN SUR LE PAKISTAN

Le département d'État américain a annoncé que la livraison par les USA de cent dix avions au Pakistan était suspendue à la renonciation par le Pakistan de l'achat auprès de la France d'une centrale nucléaire de retraitement.

Depuis le mois d'août, Kissinger essaie d'obliger le Pakistan et la France à renoncer à leur contrat, parce qu'il veut que les États-Unis contrôlent eux-mêmes la prolifération nucléaire. Le chantage exercé par les États-Unis à l'égard du Pakistan complète les démarches entreprises pour contraindre Giscard à céder aux exigences américaines. A l'égard du Pakistan, les

États-Unis essaient de monnayer ses besoins de défense pour l'obliger à accepter les directives américaines, les armes américaines sont un moyen de pression pour imposer leurs vues au gouvernement pakistanais.

USA-SOUDAN :

Ford vient de déclarer que le Soudan était parmi les pays qui pouvaient demander des armes aux USA. C'est un nouveau pas dans la pénétration américaine en Afrique.

Les USA prétendent vouloir l'unité africaine contre la pénétration soviétique. En réalité, ils arment en sous-main des pays dans le but de les dresser contre d'autres pays. Ainsi, ils affirment ouvertement qu'ils arment le Soudan contre la Libye. De même ils viennent de livrer des missiles mobiles Chaparral à la Tunisie.

La volonté d'armement au Soudan renforcera la sécurité des USA, déclare Ford. En réalité, les USA organisent l'insécurité pour les pays africains de la même manière que les Soviétiques, qui tentent d'opposer les pays les uns aux autres. Ainsi, la politique des deux super-puissances en Afrique est de se faire la guerre en dressant les uns contre les autres les pays africains.